



Document de base 2008

Guide Internet d'EZA pour le Dialogue social européen

Europäisches Zentrum für Arbeitnehmerfragen (EZA)
Johannes-Albers-Allee 2
D – 53639 Königswinter
Tel.: +49-(0)2223/29980
FAX: +49-(0)2223/299822
E-Mail: eza@eza.org
Internet: <http://eza.org>

Sommaire

1.	Introduction	4
1.1	Introduction aux sujets	4
1.2	Remarques générales concernant les sujets	6
2	Sujets	10
2.1	L'intégration européenne et l'élargissement de l'UE	10
2.2	Les tendances actuelles du Dialogue social européen	15
2.3	Le Rôle des partenaires sociaux	18
2.4	Information et consultation	19
2.5	Les conditions de travail	20
2.6	La sécurité et la protection sanitaire	24
2.7	L'exclusion et l'intégration au marché du travail	28
2.8	Les jeunes travailleurs dans l'Europe	30
2.9	L'égalité des chances pour les femmes sur le marché du travail, la compatibilité entre la vie de famille et la vie professionnelle	33
2.10	La Sécurité sociale	38
2.11	La qualification et la formation de travail	42
2.12	Migration et Mobilité des travailleurs	45
2.13	Ethique dans l'entreprise et pendant le travail	51
2.14	Démographie	53
3	Informations supplémentaires	56

1. Introduction

1.1 Introduction aux sujets

Le Dialogue social européen est devenu ces dernières années de plus en plus dynamique. Aujourd'hui, il se déroule sur deux niveaux : le Dialogue social autonome entre employés et employeurs et le Dialogue tripartite entre les partenaires sociaux et les administrations publiques.

Le rôle des petites et moyennes entreprises qui offrent 90% des emplois dans l'Union européenne élargie sera dans l'avenir aussi important que l'intégration des questions qualificatives (formation professionnelle, organisation du travail, relations sociales dans l'entreprise, développement durable) en complément des questions quantitatives traditionnelles (temps de travail, salaires).

Chaque année, environ 50 à 60 projets sur des thèmes importants du dialogue social européen sont réalisés par EZA et par ses centres membres avec le soutien de la Commission européenne. Les groupes auxquels ils s'adressent sont les travailleurs, les syndicats et leurs organisations socio-politiques et socio-culturels.

Depuis 2004, EZA réalise un projet spécial s'adressant aux organisations des travailleurs dans les nouveaux Etats membres et dans les pays candidats à l'adhésion venant de l'Europe centrale et orientale.

Suite à l'adhésion de deux nouveaux Etats membres le premier janvier 2007, l'intégration européenne et l'élargissement de l'UE figureront parmi les sujets importants du Dialogue social européen dans les années à venir. EZA a actuellement huit centres membres en Europe centrale et orientale et dispose de nombreux contacts avec des organisations de travailleurs dans les Etats voisins de l'UE élargie en Europe orientale et sur les Balkans.

Dans une Union européenne élargie, les informations et la consultation des travailleurs, en particulier dans les multinationales, et le rôle des Comités d'entreprise européens seront davantage au centre du Dialogue social.

Un des thèmes principaux du Dialogue social qui sera traité dans le futur est la compatibilité entre la flexibilité et la sécurité (flexicurité).

Les partenaires sociaux doivent prêter davantage attention à la prévention des accidents du travail non seulement dans les nouveaux Etats membres mais aussi dans quelques pays de l'Europe du Sud. La réduction de l'interruption du travail due au stress est une priorité au niveau de la protection de la santé au poste de travail dans tous les pays européens.

Lié à la structure changeante de la pyramide des âges en Europe, la question du financement des systèmes de sécurité/protection sociale dans l'avenir sera au premier plan.

La situation du marché du travail et la question de savoir comment les groupes défavorisés socialement (les jeunes, les personnes âgées, les femmes, les

handicapés, les immigrants) peuvent y être intégrés est le point central du travail quotidien de beaucoup de nos centres membres.

Dans ce contexte, un autre accent thématique est mis sur la situation des jeunes travailleurs et aussi sur l'égalité des chances entre homme et femme et sur la compatibilité entre la famille et la vie professionnelle.

La migration et la mobilité des salariés et leurs répercussions sur les marchés du travail au sein de l'Union européenne élargie, ainsi qu'à ses nouvelles frontières extérieures, joueront un rôle de plus en plus important. Pour EZA et ses centres membres, il en résulte la nécessité d'établir des contacts internationaux vers d'autres continents.

Les programmes de la Commission européenne concernant la formation tout au long de la vie et la formation dans les nouveaux médias sont également dans l'avenir des préoccupations importantes de la formation d'adultes dans le cadre du Dialogue social européen.

Les interrogations figurant ci-après doivent donner un aperçu des thèmes les plus importants du programme de formation « Dialogue social européen », autant dans l'actualité que dans le futur immédiat. Elles reflètent en même temps la gamme de contenus des séminaires d'EZA et de ses centres membres.

Pour présenter l'état actuel de la discussion politique, des interrogations actuelles pour chaque sujet et des pages Internet avec les documents les plus importants de la Commission européenne et d'autres institutions européennes sont indiquées. De même il est fait référence à des instituts de recherche actifs dans le Dialogue social et aux séminaires et projets précédents des centres membres d'EZA.

1.2 Remarques générales concernant les sujets

Sites Web de la Commission européenne et des autres Institutions européennes

EZA a publié sur son site Internet une liste avec des liens vers des institutions européennes, vers des documents et des points essentiels thématiques des deux Directions générales « Emploi et Affaires sociales » et « Education et Culture » (en allemand, anglais, français, espagnol et roumain) :

<http://eza.org/index.php?id=73&type=0&L=2>

Concernant la stratégie de Lisbonne, il y a dans les pages internet de la Commission européenne une rubrique spéciale avec des informations et des nouveautés mises à jour autour des accords de Lisbonne. Nous pouvons avoir une vue d'ensemble mais aussi un regard approfondi dans le texte original, ainsi que des réponses aux nombreuses questions posées. Ce site est disponible en 23 langues sous :

http://europa.eu/lisbon_treaty/index.htm

Nous y trouvons aussi une rubrique spécialisée sur la stratégie de Lisbonne avec des informations concrètes sur sa situation actuelle. Les visiteurs du site internet ont l'opportunité de s'informer sur les développements récents tout comme sur les informations de fond, et d'avoir une vue d'ensemble sur les progrès dans les différents pays, sur les statistiques et les réunions de Conseil. Les documents sont disponibles en allemand, anglais et français sous :

http://ec.europa.eu/growthandjobs/index_fr.htm

Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Union européenne se sont réunis le 23 et le 24 mars 2006 à l'occasion du Conseil européen. L'accord le plus important a été celui de donner un nouvel élan à la stratégie de Lisbonne pour l'emploi et la croissance de l'économie. En particulier, on entend :

- Créer 2 millions de postes de travail par an d'ici 2010;
- Réduire le taux d'échec scolaire à 10%;
- Augmenter les activités de recherche;
- Intensifier le potentiel industriel, notamment au sein des petites et moyennes entreprises.

Les conclusions du Conseil européen peuvent être consultées en langue anglaise sur le site web :

http://ue.eu.int/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/en/ec/89013.pdf

La stratégie européenne pour l'emploi – le principal instrument politique de l'Union européenne pour créer des emplois de meilleure qualité pour tous – a été créée voici dix ans. Décrite par Vladimír Špidla (commissaire européen responsable de l'emploi) comme « l'une des grandes victoires de l'Union européenne », cette stratégie fixe des priorités et des objectifs communs au niveau européen et assure la coordination des mesures politiques de l'emploi dans toute l'Union européenne. Elle a notamment contribué à faire évoluer le taux d'emploi dans l'Union européenne de 60,7 % à 64,3 % depuis 1997 et à réduire le chômage de longue durée de 5 % à 3,6 %.

Vous trouverez à l'adresse suivante de plus amples informations sur le bilan de la stratégie européenne pour l'emploi depuis ces dix dernières années (langues disponibles : allemand, anglais, français, portugais et tchèque) :

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/07/1455&format=HTML&aged=0&language=DE&guiLanguage=en>

D'autres informations sur la stratégie européenne pour l'emploi sont disponibles en allemand, en anglais et en français à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/employment_social/employment_strategy/index_de.htm

D'autres informations sur l'histoire de la stratégie européenne pour l'emploi sont disponibles en allemand, en anglais et en français à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/employment_social/employment_strategy/develop_de.htm

Dans sa déclaration, la CES (Confédération Européenne des Syndicats) soutient le message du rapport intermédiaire de la Commission sur la stratégie européenne pour l'emploi, selon lequel l'Europe et les Etats membres doivent davantage investir dans les individus et dans leurs capacités. Mais la CES souligne avant tout qu'il est important non seulement de proposer aux travailleurs une formation continue, mais également de créer des emplois de grande qualité. Walter Cerfeda, Secrétaire de la CES en charge de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail, parle de « gaspillage » devant le fait qu'un tiers des travailleurs en Europe accomplit un travail inférieur à son niveau de qualification.

Vous trouverez l'intégralité de la déclaration en anglais et en français à l'adresse Internet suivante :

<http://www.etuc.org/a/4076>

Le Fonds social européen, principal instrument financier de l'Union européenne, investit dans le capital humain. Il soutient l'emploi tout en aidant les personnes à parfaire leur formation et leurs compétences afin d'améliorer leurs perspectives professionnelles.

La Commission européenne a créé un site web consacré au sujet où vous pourrez vous renseigner sur le financement et les projets des différents pays membres. Le site est disponible en 23 langues.

http://ec.europa.eu/employment_social/esf/index_fr.htm

En partant de la première réunion des partenaires sociaux européens qui a eu lieu en janvier 1985 sur l'initiative de Jacques Delors, ancien président de la Commission, la première vidéo décrit l'histoire à succès du dialogue social européen. Les représentants des syndicats et des organisations de travailleurs exposent leurs points de vue et expliquent les processus de travail et de négociation. La vidéo est disponible en français, en anglais et en néerlandais et est sous-titrée en anglais. La seconde vidéo montre que le dialogue social européen entraîne des résultats concrets pour les travailleurs et les entreprises en Europe. Des travailleurs en provenance d'Espagne, de Finlande et de la République tchèque font part de leurs expériences dans ce domaine.

La vidéo est disponible en français, en anglais, en néerlandais, en espagnol, en finlandais et en tchèque et est sous-titrée en anglais.

Vous trouverez l'article complet et le lien correspondant sur le site Internet d'EZA :

[http://eza.org/index.php?id=378&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=127](http://eza.org/index.php?id=378&tx_jppageteaser_pi1[backId]=127)

Bulletin d'information et magazines

Le bulletin électronique d'EZA offre régulièrement des informations sur des programmes, des appels à proposition et des documents de la Commission européenne et d'autres institutions européennes. De plus, le travail et les activités des centres membres, observateurs et partenaires d'EZA et des instituts de

recherche qui sont actifs dans le domaine du Dialogue social sont relatés. Il est possible de s'y abonner en allemand, anglais, français et espagnol auprès d'EZA : rieck@eza.org

Le bulletin électronique « Esmail » de la DG « Emploi et Affaires sociales » de la Commission européenne peut être commandé et lu en allemand, anglais et français sous :

http://ec.europa.eu/employment_social/emplweb/news/esmail_fr.cfm

La revue trimestrielle « Agenda social » de la DG « Emploi et Affaires sociales » peut être commandée gratuitement en version imprimée en allemand, anglais et français. Elle est également mise à disposition dans l'Internet :

http://ec.europa.eu/employment_social/social_agenda/soc_agenda_de.html

Documents et analyses paraissant régulièrement

Mi-avril 2006, la Commission européenne a présenté son rapport sur la situation sociale dans l'Union européenne. Celui-ci contient un certain nombre de statistiques au niveau de la politique sociale et de l'emploi. Le résumé est disponible en ligne en allemand, anglais et français :

http://ec.europa.eu/employment_social/spsi/reports_social_situation_de.htm

« Le nouvel Agenda pour la politique sociale », qui a été adopté par le Conseil européen à Lisbonne en mars 2000, décrit les stratégies et les actions qui devraient être entreprises dans le domaine de l'emploi et dans le domaine du social jusqu'en 2010 :

http://ec.europa.eu/comm/employment_social/publications/2005/ke6605062_fr.pdf

Pour la dix-neuvième fois consécutive est paru le rapport « Emploi en Europe » publié par la Commission européenne, lequel donne une vue d'ensemble sur les évolutions actuelles des marchés du travail européens.

http://ec.europa.eu/comm/employment_social/news/2004/sep/eie2004_de.html

Glossaires, dictionnaires et banques de données

La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail à Dublin a publié sur ses pages Internet un glossaire sous le nom d'EMIRE. Celui-ci explique des expressions et des conceptions concernant le domaine du travail et des relations industrielles qui sont utilisées dans les Etats membres de l'Union européenne. Les expressions dans la langue respective sont traduites et expliquées en anglais.

<http://www.eurofound.eu.int/emire/emire.html>

La centrale fédérale pour la formation politique met à disposition des usagers intéressés une banque de données du « Network European Citizenship Education » (NECE). La banque de données en langue anglaise du NECE est à la recherche d'experts pour des séminaires. Vous trouverez la banque de données en langue anglaise sur le site :

http://www.bpb.de/wissen/F5C3Z5,0,0,NECE%3A_European_Network.html

EZA avait déjà démarré en 2002 un projet dont le but était d'améliorer la qualité des séminaires internationaux. Dans ce cadre, les aspects les plus importants qui avaient été observés avaient été compilés et annotés afin d'améliorer la qualité des séminaires. Après un examen minutieux, les résultats les plus importants du projet ont été consignés dans une brochure. La partie principale de ce guide est accordée aux suggestions concrètes ciblant à la réalisation de séminaires de qualité dans un cadre international. Ce projet vise à encourager les organisateurs de projets à offrir des séminaires de qualité durable aux citoyens européens. Le manuel des syndicats et des représentants des travailleurs peut-être commandé sous :

homey@eza.org

2 Sujets

2.1 L'intégration européenne et l'élargissement de l'UE

L'élargissement de l'UE a été le sujet le plus discuté ces dernières années lors des projets d'EZA et de ses centres membres.

Les questions suivantes sont au centre non seulement lors des séminaires dans les 27 pays européens mais aussi dans les pays candidats à l'adhésion:

- ▶ Quel aspect peut avoir un modèle social européen pour les pays de l'Europe centrale et orientale ?
- ▶ Comment est-ce que le Dialogue social se développe dans les nouveaux Etats membres et les pays candidats à l'adhésion?
- ▶ Comment les standards des administrations publiques peuvent s'adapter?
- ▶ Quel rôle joue les ONG (organisations non gouvernementales) en tant que « fournisseurs » pour les syndicats?
- ▶ Comment peut-on renforcer la collaboration entre les partenaires sociaux des États de l'Europe occidentale et ceux des nouveaux Etats et adhérent potentiels?
- ▶ Quelles sont les répercussions de l'élargissement de l'UE sur la mobilité et sur le marché du travail ?
- ▶ Quels sont les risques à craindre d'un dumping social ?
- ▶ Comment peut-on faire approcher les Etats frontaliers de l'UE élargie dans l'Est et dans le Sud-est à l'UE ?

Des documents de la Commission européenne et d'autres institutions

Les pages Internet de la Commission européenne informent de manière détaillée du développement politique, économique et social des nouveaux Etats membres :

<http://europa.eu.int/comm/enlargement/index.htm>

Vous trouverez des renseignements à propos de l'évolution des pays en voie d'adhésion, la Croatie, la Macédoine et la Turquie, sur le site web suivant de la Commission européenne. Les rapports actuels d'éventuels pays candidats, l'Albanie, la Bosnie, le Herzégovine, la Serbie et le Monténégro sont aussi disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/enlargement/countries/index_fr.htm

La stratégie de la politique d'élargissement de la Commission européenne repose sur trois piliers: la consolidation des engagements de l'UE en matière d'élargissement, l'application des conditions équitables et rigoureuses, et une meilleure communication sur l'élargissement. Grâce à ces trois principes, la

Commission européenne ouvre des perspectives européennes claires aux pays des Balkans occidentaux. Les pays candidats doivent continuer à avancer pas à pas soutenus par la Commission qui suit leurs progrès avec attention.

Vous pouvez télécharger l'article complet en allemand, en anglais, en français ainsi qu'en espagnol sur le site web suivant :

<http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/05/1392&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>

La Commission européenne a rassemblé dans le cadre de sa nouvelle stratégie d'élargissement un paquet de politiques sur l'élargissement composé de documents différents et importants. Il souligne les progrès et les attentes des trois pays candidats à l'adhésion et des quatre pays candidats potentiels. Il présente également toute la stratégie de la Commission européenne en matière d'élargissement ainsi que sa vision aux pays des Balkans occidentaux concernés. Ce paquet est formé par le document de stratégies, les rapports d'évolution, l'avis de la Commission européenne concernant le statut de candidat pour l'ex République Yougoslave de Macédoine, les partenariats d'adhésion et les partenariats européens.

Vous trouverez plus de renseignements en langue anglaise sur le site web suivant :

http://ec.europa.eu/enlargement/key_documents/reports_nov_2006_en.htm

Suivant la recommandation de la Commission européenne du 9 novembre 2005, sur laquelle nous vous avons informée dans notre bulletin n° 90 du 5 décembre 2005, l'ex-République yougoslave de Macédoine a reçu le statut de pays candidat à l'adhésion lors du sommet de chefs d'Etats européens tenu le 15 et le 16 décembre 2005 à Bruxelles. Le commissaire compétent en matière d'élargissement, Olli Rehn, a souligné dans un premier avis qu'il s'agit d'un signe politique pour toute la région des Balkans occidentaux qui indique une claire perspective européenne de la part de l'UE, pourvu que les conditions préalables soient respectées.

http://europa.eu.int/comm/enlargement/docs/newsletter/latest_weekly.htm#a2

Une brochure présente un ensemble d'indicateurs statistiques, concernant différents domaines abordés dans le préambule des traités de la CEE, qui retrace l'évolution de l'Union européenne au cours des cinq dernières décennies. Chacun des huit sujets couverts par le préambule du traité fait objet d'un bref résumé des évolutions politiques et d'une description des statistiques correspondantes.

De plus, il a été ajouté à la publication trois autres sections relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), au traité Euratom et au Traité d'Amsterdam, contenant des informations sur le charbon et l'acier, l'énergie et l'enseignement de la possibilité de se former tout au long de la vie.

Vous pouvez télécharger la brochure sur le site:

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page?_pageid=1073,46587259&_dad=portal&_schema=PORTAL&p_product_code=KS-76-06-276

Depuis l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie le 1er janvier 2007, l'UE est formée de 27 Etats membres. Depuis cette date, la zone euro s'est élargie également avec l'adoption de l'euro en Slovénie. Coïncidant avec cet événement, l'Eurostat, le Bureau des Statistiques de l'UE, a publié un résumé des indicateurs économiques et sociaux visant à offrir une vue d'ensemble de l'Union européenne élargie et de la zone euro. Vous trouverez des informations à propos de la population de l'UE, le taux de natalité, l'agriculture, l'inflation, le taux de chômage et les

négociations extraordinaires de l'UE des 27 en Bulgarie et en Roumanie sur le site:
http://epp.eurostat.ec.europa.eu/pls/portal/docs/PAGE/PGP_PRD_CAT_PREREL/PGE_CAT_PREREL_YEAR_2006/PGE_CAT_PREREL_YEAR_2006_MONTH_12/1-19122006-FR-AP.PDF

En raison du sixième élargissement de l'UE, deux vidéos sur la Roumanie et la Bulgarie sont à disposition sur Internet. Pendant les 20 minutes de durée des vidéos, des images et des événements ayant trait à l'élargissement sont présentés. Les vidéos sont disponibles en anglais et en français.

http://ec.europa.eu/news/external_relations/070101_1_fr.htm

Le nouveau gouvernement de la République de Macédoine, qui en décembre 2005 a acquis le statut de pays candidat à l'adhésion, s'emploie pour continuer avec le rapprochement politique de la République de Macédoine vers l'UE. Dans un rapport du 25 octobre 2006, publié par le gouvernement, les aspects du futur processus d'adhésion à l'UE sont présentés en détail selon le point de vue du pays.

La communication complète est à disposition dans la page web du gouvernement de la République de Macédoine :

<http://www.vlada.mk/english/News/October2006/ei25-10-2006.htm>

Début novembre 2007, la Commission Européenne a publié les rapports sur les avancées des possibles pays candidats à l'adhésion dans l'Europe du Sud-est. Dans ces rapports, les progrès réalisés et les parcours à suivre vers l'adhésion à l'UE sont décrits.

Pour plus de renseignements veuillez consulter :

http://ec.europa.eu/enlargement/key_documents/reports_nov_2007_en.htm

Une nouvelle étude de l'année 2006 de l'Eurobaromètre analyse l'opinion des citoyens de l'UE concernant l'élargissement de l'UE. Le rapport en conclut que la majorité relative (45% de la population) est en principe d'accord avec l'élargissement de l'UE. Dans les nouveaux pays membres, un citoyen sur deux soutient le futur élargissement (par exemple, en Pologne 72% et en Slovénie 73%), ainsi que dans les deux pays candidats à l'adhésion : la Bulgarie (62%) et la Roumanie (69%). En Turquie, 45% de la population est pour, mais un grand nombre d'interviewés (25%) affirme ne pas avoir une opinion à propos de ce sujet.

Le rapport complet est disponible en langue anglaise sous :

http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_255_en.pdf

Des séminaires et des projets précédents d'EZA et de ses centres membres

Rapport du séminaire « Agriculture, développement rural et Dialogue social » de ICRA (International Catholic Rural Association), qui s'est déroulé du 19 au 21 juillet 2007 à Lyon, France. (01-09-07-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=286&L=1%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Farm-bn.bravehost.com%2Fid.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=363](http://www.eza.org/index.php?id=286&L=1%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Farm-bn.bravehost.com%2Fid.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backId]=363)

Rapport du séminaire « Affaires maritimes et stratégie de Lisbonne : le livre vert de la Commission européenne et la dimension des travailleurs » de AZAD (Academy for

the Development of a Democratic Environment), qui s'est déroulé du 4 au 6 mai 2007 à Malte. (01-01-07-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=282&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=363](http://www.eza.org/index.php?id=282&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backId]=363)

Rapport du séminaire « Le Dialogue social et la situation des salaires de l'agriculture dans l'Union européenne suite à la nouvelle politique agricole commune (PAC) » de Federazione Nazionale per lo Sviluppo dell'Agricoltura (Feder.Agri.), qui s'est déroulé du 23 au 25 septembre 2005 à l'Aquila (Italie).(01-02-05-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=60&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=363](http://www.eza.org/index.php?id=60&tx_jppageteaser_pi1[backId]=363)

Du 2 au 4 avril 2004, EZA a réalisé à Prague un séminaire ayant pour titre : « Adaptation des structures du Dialogue social européen- Organisation du travail et environnement ».

Par le biais de ce séminaire, EZA a démarré un projet spécial qui sera réalisé depuis l'année de l'élargissement de l'Union européenne 2004 et qui est destiné aux organisations de travailleurs des nouveaux pays membres (Lituanie, Lettonie, Estonie, Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Bulgarie, Roumanie) et des pays candidats à l'adhésion (Croatie, Macédoine).

L'objectif du projet est de souligner les différents états du Dialogue social dans chaque pays, de montrer les possibilités de renforcement du Dialogue social et de définir la nécessité d'une adaptation (tout en considérant le cadre légal) dans le processus européen d'intégration. Le sujet principal est la configuration de l'organisation du travail dans les entreprises selon une perspective démocratique (entre autres la cogestion des travailleurs, la flexibilité des horaires de travail, le télétravail, la présence obligatoire dans l'entreprise, les influences liées au travail). En outre, nous tenterons d'analyser les répercussions de ces phénomènes sur la compatibilité de famille et profession.

Rapport du séminaire du projet spécial en Pologne « De quelle solidarité ont besoin la Pologne et l'Europe? » de la maison européenne des rencontres – fondation Nowy Staw (Europejski Dom Spotka Fundacja Nowy Staw), qui s'est déroulé du 17 au 18 mars 2006 à Varsovie (Pologne) (01-06-05-SP.AG_08-PL)

[http://www.eza.org/index.php?id=50&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=363](http://www.eza.org/index.php?id=50&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backId]=363)

Rapport de la conférence « de "Solidarność" à l'Europe unie » du projet spécial, organisé conjointement par Europejski Dom Spotka Fundacja Nowy Staw, Fundación Humanismo y Democracia (FHD) et Fondazione Luigi Clerici (FLC) et qui a eu lieu le 10 septembre 2005 à Varsovie (Pologne). (01-06-05-SP.AG_08-PL)

[http://www.eza.org/index.php?id=62&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=363](http://www.eza.org/index.php?id=62&tx_jppageteaser_pi1[backId]=363)

EZA a commencé très tôt à établir des contacts avec l'Europe centrale et orientale.

La conférence sur la Collaboration syndicale en Europe (KGZE) sert depuis 19 ans de plate-forme d'échange avec les organisations des travailleurs de l'Europe centrale et orientale.

L'association « pour l'intégration de la Roumanie dans l'Union européenne » ; AIRUE (Asociația « Pentru Integrarea României în Uniunea Europeană »), a été fondée le 15 mai 2000 à Bucarest. Parmi ses membres fondateurs sont Prisma LUX du Luxembourg, Prisma de France ainsi qu'EZA. Le but de ce réseau est de préparer, et les partenaires sociaux roumains et les citoyens, à l'intégration de la Roumanie dans l'UE à l'aide de séminaires, d'exposés, de matériel d'information etc. Vous pouvez obtenir un dépliant sur AIRUE en roumain, français, anglais, allemand et espagnol chez :
homey@eza.org

2.2 Les tendances actuelles du Dialogue social européen

Le Dialogue social européen entre les partenaires sociaux est devenu, ces dernières années, de plus en plus dynamique.

C'est pourquoi, les questions suivantes sont au centre des séminaires d'EZA et de ses centres membres :

- ▶ Comment est-ce que le Dialogue social désormais plus autonome qui s'est développé depuis le sommet de Laeken en 2001 peut être davantage renforcé ?
- ▶ Comment peut-on promouvoir davantage le dialogue triparti en tant que coopération entre le gouvernement et les représentants d'employeurs et d'employés ?
- ▶ Quel rôle peut jouer le dialogue social sectoriel qui se développe à côté du dialogue trans-professionnel et pour lequel les changements structurels de l'industrie sont d'une grande importance (des fusions, des fermetures) ?
- ▶ Quelle importance acquiert la coopération des partenaires sociaux au niveau local ?
- ▶ Comment peut-on intégrer davantage aux questions quantitatives traditionnelles (temps de travail, salaires) les questions qualificatives (formation professionnelle, organisation du travail, relations sociales dans l'entreprise, développement durable) dans le Dialogue social ?
- ▶ Quel rôle jouent, à l'avenir, les petites et moyennes entreprises qui offrent environ 90% des emplois dans le Dialogue social de l'Union européenne élargie ?
- ▶ Quelle contribution peut fournir le Dialogue social à la suppression de l'économie informelle ?
- ▶ Quelle contribution peut fournir le Dialogue social à la mise en place du modèle social européen ?

Des documents de la Commission européenne et d'autres institutions

Des informations de base sur l'histoire du Dialogue social peuvent être obtenues sur les pages de l'UE :

http://ec.europa.eu/employment_social/social_dialogue/index_fr.htm

Un recueil des documents les plus importants de la Commission européenne au sujet du Dialogue social européen se trouve sur les pages de DG « Emploi et Affaires sociales » :

http://europa.eu.int/comm/employment_social/social_dialogue/docs_de.htm

Nous trouvons également sous divers thèmes de ce site web une rubrique qui met à jour et aborde les derniers développements dans le secteur du Dialogue social et aussi de nombreuses informations sur le développement actuel ainsi que sur les comités. Le site web est disponible en allemand, anglais et français sous :
http://ec.europa.eu/employment_social/social_dialogue/sectoral_fr.htm

La page suivante du Parlement européen donne des informations sur l'évolution du Dialogue social européen, sa base juridique, les organes qui s'en occupent au niveau communautaire, le rôle du Parlement européen, l'information, la consultation et participation des travailleurs :
http://www.europarl.eu.int/factsheets/4_8_6_fr.htm

Sur les pages Internet de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) les textes juridiques des conventions mises en place jusqu'ici entre les partenaires sociaux, des communiqués de presse et des résolutions de la CES ainsi que des liens et d'autres documents peuvent être consultés :
<http://www.etuc.org>

Au début de l'année européenne du dialogue interculturel 2008, la Commission européenne a créé son propre site web pour informer sur les objectifs, les projets, les nouveautés, etc. Vous pouvez y trouver un agenda des activités organisées par l'UE ainsi que par chaque pays membre. Vous pouvez également connaître les sujets abordés dans les projets européens, nationaux, etc.
Le site web est disponible en 23 langues européennes:
<http://www.interculturaldialogue2008.eu/333.html?L=2>

Des séminaires et des projets précédents d'EZA et de ses centres membres

Rapport du séminaire « l'avenir des services sociaux d'intérêt général en Europe avec prise en compte particulière des services de santé » qui s'est déroulé du 25 au 27 octobre 2007 à Malte. (02-02-07-SE)
[http://www.eza.org/index.php?id=316&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=363](http://www.eza.org/index.php?id=316&tx_jppageteaser_pi1[backId]=363)

Rapport du séminaire « la question du travail dans une Europe élargie. La Dialogue social pour un travail digne pour toutes et tous. » de GEPO (Groupe Européen de Pastorale Ouvrière), qui s'est déroulé du 19 au 22 avril 2007 à Bruxelles, Belgique. (02-03-07-SE)
[http://www.eza.org/index.php?id=284&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=363](http://www.eza.org/index.php?id=284&tx_jppageteaser_pi1[backId]=363)

Déclaration du Katholischen Arbeitnehmer-Bewegung Deutschlands e.V. (KAB Deutschlands) et du Europäischen Gewerkschaftsbunds (EGB) lors des séminaires « dialogue entre l'église et les syndicats au niveau européen concernant la pauvreté en Europe » du 13 juin 2007 à Bruxelles (Belgique). (02-08-07-AG)
[http://www.eza.org/index.php?id=276&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=363](http://www.eza.org/index.php?id=276&tx_jppageteaser_pi1[backId]=363)

Rapport du séminaire « Dialogue Social et la région méditerranéenne : perspectives et stratégies de coopération » de Ente Nazionale per la Formazione e

l'Addestramento dei Lavoratori (EFAL), qui s'est déroulé du 20 au 22 avril 2007 à Rome (Italie). (02-01-07-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=275&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=363](http://www.eza.org/index.php?id=275&tx_jppageteaser_pi1[backId]=363)

Rapport du séminaire de démarrage « priorités du Dialogue Social européen 2006 » du Ente Nazionale per la Formazione e l'Addestramento dei Lavoratori / Movimento Cristiano Lavoratori (EFAL/MCL) en collaboration avec EZA, qui s'est déroulé du 26 au 28 janvier 2006 à Zagreb (Croatie). (02-02-05-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=52&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=363](http://www.eza.org/index.php?id=52&tx_jppageteaser_pi1[backId]=363)

Rapport du séminaire « le fossé grandissant entre les riches et les pauvres – une menace des salariés et du Dialogue social. Peut-on trouver des solutions humaines ? » du Katholisch-Sozialen Instituts (KSI) en collaboration avec le Křest'anský Institut v Ostravě, qui s'est déroulé du 11 au 13 novembre 2005 à Velehrad (République Tchèque). (02-06-05-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=54&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=363](http://www.eza.org/index.php?id=54&tx_jppageteaser_pi1[backId]=363)

Rapport du séminaire « Soutenir le Dialogue social en renforçant les capacités » du Slotemaker de Bruïne-Instituut (SBI) en collaboration avec le CNV (Christelijk Nationaal Vakverbond), qui s'est déroulé du 2 au 9 novembre 2005 à Vilnius (Lituanie). (02-09-05-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=58&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=363](http://www.eza.org/index.php?id=58&tx_jppageteaser_pi1[backId]=363)

Rapport du séminaire de KAB « la politique du temps de travail : une contribution à la réduction du chômage dans une Europe élargie » qui s'est déroulé du 6 au 10 juillet 2005 à Herzogenrath (Allemagne). (02-04-05-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=65&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=363](http://www.eza.org/index.php?id=65&tx_jppageteaser_pi1[backId]=363)

La Fédération roumaine des syndicats CSDR a publié en 2002, en tant que projet d'EZA, un manuel sur le Dialogue social en langue roumaine. Ce manuel a pour but de fournir aux syndicats, professeurs et directeurs de la CSDR des informations sur les conditions-cadre légales, les formes de communication et les négociations, les profils des représentants syndicaux, l'auto-évaluation et l'auto-préparation ainsi que des stratégies de formation. Une introduction à ce manuel qui donne de précieuses indications pour tous ceux qui participent et s'intéressent au Dialogue social est disponible en roumain, anglais, espagnol et français sous :

homey@eza.org

2.3 Le Rôle des partenaires sociaux

Le rôle des partenaires sociaux et les relations du travail a changé dans tous les pays européens ces dernières années. A l'époque de la mondialisation, la question suivante est au centre :

Comment peut-on garantir la compétitivité et l'innovation sans pour autant mettre en danger la cohésion sociale ?

Les questions suivantes sont abordées par nos projets :

- ▶ Comment les partenaires sociaux peuvent-ils trouver un équilibre entre les revendications d'une protection sociale forte et la flexibilité et la mobilité sur le marché du travail nécessaires pour pouvoir survivre face à la concurrence mondiale ?
- ▶ Quelles stratégies suivent les partenaires sociaux concernant le concept de « flexicurité » ?
- ▶ Quel est l'impact de la flexibilité, de la libéralisation, du nombre croissant des contrats de travail atypique et du travail intérimaire sur les relations du travail ?
- ▶ Comment les partenaires sociaux peuvent consolider les droits des travailleurs dans les entreprises ?
- ▶ Comment peut-on intégrer la responsabilité sociale et éthique des entreprises dans la réalisation des relations du travail ?
- ▶ Comment les partenaires sociaux peuvent-ils soutenir l'égalité des chances entre hommes et femmes ?

Des documents de la Commission européenne et d'autres institutions

Une analyse des évolutions les plus importantes des années 2004 et 2005 est au premier plan du rapport « Les relations du travail 2006 » de la DG « Emploi et Affaires sociales » :

http://ec.europa.eu/employment_social/social_dialogue/repots_fr.htm

La Fondation pour l'amélioration des conditions de vie et du travail a réalisé un projet qui avait pour but d'analyser la contribution possible du dialogue social à la résolution des conflits concernant les relations du travail dans les nouveaux Etats membres de l'Union européenne. Ce projet a réuni des employeurs, des syndicats, des gouvernements nationaux et des chercheurs. Ses résultats sont disponibles dans une étude et des rapports par pays :

<http://www.eurofound.europa.eu/pubdocs/2004/21/en/1/ef0421en.pdf>

2.4 Information et consultation

Suite à l'élargissement de l'Union européenne, les Comités d'entreprise européens deviennent de plus en plus importants. Une autre question importante dans le cadre de l'information et de la consultation est la participation au capital productif.

Les interrogations les plus importantes sont :

- ▶ Comment peut-on renforcer l'information et la consultation dans les entreprises multinationales ?
- ▶ Quelles possibilités d'information et de consultation offrent les Comités d'entreprise européens ?
- ▶ Quel est l'impact de l'élargissement de l'UE sur les Comités d'entreprise européens ?
- ▶ Quelles chances en découlent pour l'information et la consultation dans les petites et moyennes entreprises ?

Des documents de la Commission européenne

En 1994 la directive consacrée aux comités d'entreprise européens (CEE) a été adoptée. Face aux changements considérables du monde du travail, la Commission européenne a lancé à la mi-avril une consultation des partenaires sociaux afin de savoir comment les CEE peuvent mieux exploiter leur potentiel et quel rôle l'action communautaire peut y jouer.

Le document de la première phase de consultation est disponible en allemand, anglais et français sous :

http://europa.eu.int/comm/employment_social/news/2004/apr/ewc_consultation_fr.pdf

Plus d'informations sur les Directives, les informations et les consultations des travailleurs jusqu'en 2004 sont disponibles en allemand, anglais et français sous :

http://ec.europa.eu/employment_social/labour_law/directives_fr.htm

2.5 Les conditions de travail

La qualité des contrats de travail s'est détériorée au cours des dernières années, ceci concerne particulièrement et avant tout les jeunes, les personnes âgées, les femmes, les handicapés et les immigrants.

L'amélioration des conditions de travail et la transformation des emplois précaires en emplois stables sont des objectifs importants de la politique sociale.

Dans nos projets sont abordées les interrogations suivantes :

- ▶ Quel est l'impact de la concurrence renforcée par la mondialisation sur les conditions de travail et la sécurité des contrats de travail ?
- ▶ Comment pouvons-nous remplacer des contrats à durée déterminés et des contrats de projet incertains par des contrats de travail sûrs ?
- ▶ Comment peut-on empêcher l'externalisation ?
- ▶ Quel cadre juridique est nécessaire pour pouvoir offrir une protection sociale complète aux « faux-libéraux » qui sont devenus de plus en plus nombreux à cause de l'externalisation ?
- ▶ Comment peut-on lutter avec succès contre le travail au noir ?
- ▶ Comment évoluent les conditions de travail et les modes de travail avec l'introduction des nouvelles technologies ?
- ▶ Comment peut-on réorganiser le temps de travail pour améliorer la compatibilité entre le travail et la vie de famille ?

Des documents de la Commission européenne et d'autres institutions

La DG Emploi et Affaires Sociales de la Commission européenne a créé un nouveau site Internet ayant pour thème le droit du travail et l'organisation du travail. Ce site peut être consulté en anglais, allemand et français et rassemble les textes de loi, les communications, les directives et les études sur les domaines précités :

http://europa.eu.int/comm/employment_social/labour_law/index_fr.htm

Le site Internet de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail se trouve sous :

<http://www.eurofound.europa.eu>

« Une nouvelle organisation du temps au cours de la vie professionnelle ». Un rapport a été publié sous ce titre, fin août 2003, présentant de nouveaux concepts de temps de la vie professionnelle afin de satisfaire, d'un côté, le désir des employés d'une meilleure qualité de vie et de correspondre, de l'autre, à la revendication des

employeurs d'une plus grande flexibilité. Les résultats de ce rapport, qui est considéré comme une contribution au débat politique actuel, soulignent que, dans la politique les conditions qui permettent de combiner le travail, la vie privée, l'apprentissage/la formation ou le bénévolat sont à mettre en place. Selon le rapport, cela aurait aussi comme conséquence de créer de nouvelles structures au niveau de la sécurité sociale. Vous trouverez le rapport disponible en anglais sous :

<http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef0336.htm>

Un résumé en anglais peut être téléchargé à l'adresse suivante :

<http://www.eurofound.europa.eu/pubdocs/2003/64/en/1/ef0364en.pdf>

Un rapport de la Commission européenne de 2007 identifie quels sont les principaux facteurs qui encouragent le travail non déclaré, définit des méthodes efficaces pour en réduire l'ampleur et propose une série de mesures concrètes à l'échelle nationale et européenne. Les statistiques de l'Eurobaromètre confirment l'existence d'un large marché du travail clandestin dans toute l'Europe. Vous trouverez plus de renseignements sur le sujet en allemand, en anglais et en français sur le site web :

http://ec.europa.eu/employment_social/emplweb/news/news_fr.cfm?id=307

Le rapport de l'Eurobaromètre de 2007 mentionné dans l'article précédent présente un aperçu des principaux résultats des études réalisées dans ce domaine. Il se concentre principalement sur les caractéristiques sociodémographiques des personnes impliquées dans un travail non déclaré ainsi que leurs motivations et la relation personnelle entre les acheteurs et les fournisseurs de travail non déclaré. Dans le rapport, la quantité de travail non déclaré mesurée est analysée en termes de temps consacré à ces activités, mais pas en termes d'argent.

http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_284_en.pdf

Documents des institutions nationales

Sozialwissenschaftlichen Instituts (WSI) de la Fondation Hans-Böckler concernant la discussion sur le temps de travail.

Dans quelques Etats européens, il y a une vive controverse concernant la thèse comme quoi le temps de travail rallongé crée des emplois. L'Institut économique et social (WSI) de la Fondation Hans-Böckler ne partage pas cette opinion. Sur un site Internet, vous trouverez des données, des faits et des analyses autour de la semaine de 40 heures en Allemagne, dont les déclarations de base peuvent être transférées à d'autres pays européens.

<http://www.boeckler.de/cps/rde/xchg/SID-3D0AB75D-125009D2/hbs/hs.xsl/552.html>

Des séminaires et des projets précédents d'EZA et de ses centres membres

Rapport du groupe de travail « l'avenir de l'emploi et de la solidarité en Europe » de LOC/MTC (Liga Operária Católica – Movimento de Trabalhadores Cristãos) et de CFTL (Centro de Formação e Tempos Livres), qui a eu lieu le 8 juin 2007 à Setúbal (Portugal). (05-04-07-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=277&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backld\]=359](http://www.eza.org/index.php?id=277&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backld]=359)

Rapport du séminaire « la mondialisation et la concurrence. Les conséquences sur les conditions de travail et sur la sécurité au travail » de F.N. Coresi, qui s'est déroulé du 7 au 10 juin 2007 à Mamaia, (Roumanie). (05-01-07-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=283&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backld\]=360](http://www.eza.org/index.php?id=283&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backld]=360)

Déclaration finale des participantes et participants du séminaire « Flexicurité – (avenir de l'emploi) Combinaison entre flexibilité et sécurité » du Fritz Pirkel-Institut des Europäischen Zentrums für Arbeitnehmerfragen in Bayern (EZAB), qui s'est déroulé du 20 au 22 avril 2007 à Erlbach (Allemagne). (05-03-07-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=261&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backld\]=359](http://www.eza.org/index.php?id=261&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backld]=359)

Rapport du séminaire « de meilleurs emplois dans le secteur public : l'optimisation des conditions de travail et des ressources humaines. Priorité du Dialogue social européen » der Europäische Föderation der Öffentlich Bediensteten (EUROFEDOP), qui s'est déroulé du 20 au 22 octobre 2005 à Budapest (Hongrie). (05-01-05-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=59&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backld\]=360](http://www.eza.org/index.php?id=59&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backld]=360)

Au sujet du « Travail non déclaré – un défi pour l'Etat providence », le Hoger Instituut voor de Arbeid (HIVA) de l'université de Louvain a organisé un séminaire en avril 2003. Les contributions ont été publiées à la revue belge de Sécurité sociale 3 (2003). L'édition complète est disponible sur l'Internet

En français :

<http://socialsecurity.fgov.be/bib/frames/fr/N°3-2003-FR.pdf>

En néerlandais :

<http://socialsecurity.fgov.be/bib/frames/nl/Nr-3-2003-NED.pdf>

Archives : anciens rapports

Dans l'Union européenne, les conditions de travail se dégradent, les emplois atypiques (suite à l'externalisation, aux faux travailleurs indépendants, aux contrats de travail précaires et au travail intérimaire) et les accidents de travail augmentent. Les répercussions de ce phénomène sur la vie de famille et l'entourage social ont été discutées lors du séminaire de la pastorale ouvrière européenne (GEPO) qui a eu lieu du 23 au 26 avril 2003 à Pétange/Luxembourg. Des représentants de la pastorale ouvrière de neuf pays européens et du groupe de coordination de la

Jeunesse ouvrière chrétienne CIJOC (ROME) et du Mouvement des Travailleurs Chrétiens européens (MTCE) ont élaboré des stratégies pour déterminer comment des mouvements sociaux chrétiens peuvent contribuer à un monde du travail meilleur et plus juste.

Vous pouvez consulter le rapport du séminaire «des alternatives au néo-libéralisme: rêve, utopie ou réalisme ? La pastorale ouvrière face à de nouveaux défis» en allemand et en français sous :

homey@eza.org

Du 25 au 29 juin 2003 a eu lieu le séminaire du MTCE « La qualité du travail et de la vie : le travail rémunéré, le travail à la maison et dans la famille, le travail volontaire. Un avenir pour une Europe élargie ! » Les membres du MTCE ont discuté dans les séminaires de Deinze (2001), de Graz (2002) et de Porto (2003) du sujet « travail » selon la méthode « Voir – Juger – Agir ». Suite à l'analyse de Deinze, la « déclaration de Graz » a été adoptée. Selon celle-ci, l'être humain doit être au centre. Lors du dernier séminaire en 2003, les défis politiques et les actions qui en résultent ont été développés.

homey@eza.org

Le changement des relations de travail et ses conséquences sociales dans les Etats de l'Union européenne et les nouveaux pays adhérents ont fait l'objet des conférences et des débats du séminaire d'EZA « Travailler et vivre en Europe » qui s'est tenu du 31 août au 7 septembre 2003 à Herzogenrath.

Les représentants de l'Allemagne, du Portugal, de la Lituanie, de la Hongrie, de la Slovaquie et de l'Espagne ont pris part à ce séminaire organisé conjointement par le mouvement catholique des travailleurs (*Katholische Arbeitnehmer-Bewegung*, KAB en abrégé) et leur association diocésaine d'Aix-la-Chapelle, par l'Oswald-von-Nell-Breuning-Haus ainsi que par la Liga Operária Católica/Movimento de Trabalhadores Cristãos (L.O.C./MTC).

Après une introduction générale sur les différentes situations économiques et sociales des pays représentés au séminaire, les perspectives attendues de l'élargissement de l'Union européenne ont été discutées sur la base des expériences faites lors de l'adhésion du Portugal et de l'Espagne. La présentation des visions chrétiennes d'une Europe unie a composé le dernier thème avant la fin du séminaire. Vous pouvez prendre connaissance de la déclaration finale auprès d'EZA, en langue anglaise, portugaise et allemande :

homey@eza.org

2.6 La sécurité et la protection sanitaire

Le nombre d'accidents du travail a certes baissé ces dernières années, mais d'un autre côté des maladies physiques et psychiques dues au travail ont augmenté. C'est pourquoi, la sécurité et la protection au travail est dans les années à venir un sujet important du Dialogue social.

Les questions suivantes sont abordées par nos projets :

- ▶ Comment peut-on assurer que les standards de sécurité et de protection de la santé sont respectés non seulement dans les grandes entreprises mais également dans les petites et moyennes entreprises ?
- ▶ Comment peut-on assurer le respect des valeurs limites pour des produits dangereux dans les entreprises ?
- ▶ Quelles sont les causes du stress au travail (la maladie responsable de la plupart des arrêts de travail) et comment peut-on le réduire ?
- ▶ Comment peut-on réduire le nombre relativement élevé d'accidents mortels et de blessures par les mesures de sécurité sur les chantiers ?
- ▶ Comment peut-on garantir la sécurité et la protection de la santé au travail pour des personnes handicapées ?
- ▶ Comment peut-on améliorer les standards souvent inférieurs dans les nouveaux pays de l'Union européenne et les pays candidats à l'adhésion ?

Des documents de la Commission européenne et d'autres institutions européennes

Le site Internet de l'Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail contient des informations détaillées sur ce sujet:

<http://osha.europa.eu>

Il est possible d'accéder gratuitement sur Internet à l'encyclopédie de l'OIT sur la sécurité et la protection de la santé au travail. Elle contient plus de 100 articles et un grand nombre d'illustrations qui offrent un tour d'horizon sur les problèmes de ce secteur et, en même temps, les solutions techniques et sociales.

On peut également accéder gratuitement sur Internet à la banque de données bibliographique CISDOC sur la sécurité et la protection de la santé au travail. Cette banque de données contient 62.000 publications parmi lesquelles se trouvent des livres et des articles ainsi que du matériel audiovisuel sur les accidents et les maladies professionnels.

L'encyclopédie, sur CD ; et la banque de données sont disponibles sur les sites web suivants :

<http://www.ilo.org/public/english/protection/safework/cis/products/samples/encyclo/index.htm>

et

http://www.ilo.org/dyn/cisdoc/index_html

La Semaine Européenne de la Sécurité et de la Santé au travail était consacrée en 2006 à la situation des jeunes travailleurs. Environ un demi-million de jeunes travailleurs de l'Union Européenne a des accidents de travail chaque année. Afin de peser sur les salaires, de désamorcer les solidarités collectives, de déqualifier leur travail, les jeunes travailleurs sont généralement embauchés avec des contrats précaires.

La newsletter n° 30, publiée en décembre 2006, aborde ce sujet. Elle est disponible en anglais et en français sous :

http://hesa.etui-rehs.org/fr/newsletter/newsletter.asp?nle_pk=23

D'après une nouvelle stratégie de l'UE en 2007, le nombre d'accidents du travail devrait diminuer de 25% d'ici 2012. La Commission européenne a déjà élaboré un plan quinquennal pour consolider la sécurité et la santé au travail, qui fait suite à une réduction de 17% des accidents mortels entre 2002 et 2004, ainsi que le recul des accidents du travail. Mais malgré les progrès notables des dernières cinq années, il reste encore beaucoup de travail à faire. Vous pouvez consulter les mesures qui sont prévues pour atteindre ce but à échelle européenne et nationale sur le site :

http://ec.europa.eu/employment_social/emplweb/news/news_fr.cfm?id=209

Dans le cadre de la Semaine Européenne de la sécurité et de la protection de la santé au travail, consacrée en 2006 aux jeunes travailleurs, on réalisait une campagne appelée « Safe start » (démarrer en sécurité). Cette campagne bénéficie du soutien de tous les états membres de l'UE, des pays candidats et des pays membres de l'AELE, des présidences autrichienne et finlandaise de l'UE, du Parlement européen et de la Commission européenne ainsi que des partenaires sociaux européens. Le programme détaillé est disponible en plusieurs langues sur le site web :

<http://ew2006.osha.eu.int/about>

Le sujet des jeunes est également abordé à travers les nouveaux moyens de communication. Le court-métrage de dessins animés « Napo in: Safe start! », d'une durée de 10 minutes, vise à réveiller l'intérêt pour la sécurité et la santé au travail à travers des histoires drôles et d'un langage universel.

<http://ew2006.osha.eu.int/>

Une interview donnée par Jon Messenger, expert de l'OIT (Organisation internationale du travail), a été l'occasion de discuter du temps du travail au niveau mondial. De nombreuses personnes travaillent plus longtemps que la durée de travail prévue, risquant ainsi des effets durables sur leur vie normale ; les maladies et les problèmes physiques et psychiques ne sont que quelques exemples de ces effets.

Vous apprendrez dans cette interview les raisons de l'augmentation massive du temps de travail ainsi que la manière dont les entreprises devraient traiter le problème. L'interview est disponible en anglais, en français et en espagnol sur le site suivant :

http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Media_and_public_information/Broadcast_materials/Ourworkplace/lang--fr/docName--WCMS_082892/index.htm

L'Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail a mis en place sur son site Internet des fiches d'information sur différents thèmes dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé. Ces fiches fournissent des informations brèves et concises sur les dangers, les statistiques et les droits. Une fiche s'adresse tout particulièrement aux jeunes travailleurs en les informant de leur droit à un emploi sûr et sain.

Vous trouverez d'autres fiches d'information sur différents thèmes à l'adresse suivante (chaque fiche est disponible en plusieurs langues) :

<http://osha.europa.eu/publications/factsheets/>

Fiche d'information pour les jeunes travailleurs :

<http://osha.europa.eu/publications/factsheets/65>

Des séminaires et des projets précédents d'EZA et de ses centres membres

Rapport du séminaire « un travail sain » de Zalto qui a eu lieu le 13 janvier 2006 à Copenhague (Danemark). (06-04-05-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=53&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backld\]=360](http://www.eza.org/index.php?id=53&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backld]=360)

Dans les années 2005 et 2006 a eu lieu une coordination du projet sur le thème de la sécurité et de la protection de la santé sur le lieu de travail, qui consistait en un cercle de coordination, un séminaire au Danemark et une conférence au Portugal. Le point crucial lors d'un séminaire ciblé de Zalto à Copenhague en décembre 2005, était la question suivante : comment la politique de la santé sur le lieu de travail peut-être conforme, de façon à ce que les valeurs de l'entreprise et le domaine privé des travailleurs soient garantis. Les participants sont arrivés à la conclusion qu'il est plus important de traiter les causes des problèmes de santé que leurs symptômes. Ils ont réclamé que les besoins des travailleurs soient au centre de la création de la politique de la santé dans les sociétés.

Ils ont fait remarquer que, les personnes ayant des problèmes de santé, ne devraient pas être mises à l'écart et que les responsabilités entre les employeurs, les travailleurs et les syndicats doivent être claires et bien équilibrées.

Les résultats substantiels de fond, des séminaires organisés par IFES à Târgu Mureş sont que d'après les intéressés au Dialogue social souvent seulement la question concernant l'organisation des salaires figure au premier plan et la sécurité et la protection de la santé sur le lieu de travail sont négligés ; afin d'introduire ce thème durablement dans le Dialogue social, un changement plus soutenu est nécessaire entre les différents syndicats et les organisations de travailleurs.

En janvier 2006, CFTL a organisé une conférence européenne à Lisbonne où ils ont comparé les résultats des conférences régionales organisées au Portugal avec les rapports du Danemark, de l'Allemagne, de la Hongrie, de la Roumanie et de l'Espagne. Le thème global a été ressenti de quatre manières différentes et à la fin de la conférence, les participants ont adopté un rapport volumineux.

Pour la qualité de travail, ils ont demandé des mesures pour diminuer les accidents du travail et les maladies professionnelles pour garantir aux travailleurs un travail

digne et un bien être. La sécurité et la protection de la santé sur le lieu de travail doivent être surtout garanties dans les petites et moyennes entreprises, chez les travailleurs indépendants, les intérimaires et les « outsourcing » concernés, tout comme chez les femmes.

Les syndicats doivent particulièrement examiner à la loupe les conditions de travail précaires et trouver une réponse aux nouveaux risques. En plus les travailleurs ont réclamé que dans les entreprises, la relation entre la sécurité et la protection de la santé sur le lieu de travail et la compétitivité existent et soient renforcés. Vous pouvez prendre connaissance de la déclaration finale de CFTL et du rapport final sous :

homey@eza.org

Archives : anciens rapports

Le centre de formation EVVI a organisé du 10 au 13 juin 2004 en Irlande un séminaire avec la collaboration des experts de l'Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail. Celui-ci sera intitulé « Le stress et l'épuisement professionnel (Burn-out), gros plan sur le service public ». Pour avoir d'autres informations, veuillez contacter :

homey@eza.org

2.7 L'exclusion et l'intégration au marché du travail

L'intégration professionnelle des groupes défavorisés sur le marché du travail (des jeunes gens, des personnes âgées, des handicapés, des immigrants) est une tâche essentielle du travail quotidien des centres membres d'EZA.

Les nombreux projets d'économie sociale mis en œuvre en Europe offrent une possibilité d'intégration des groupes socialement exclus (jeunes défavorisés, chômeurs, handicapés) sur marché du travail. En attendant, en Europe 8,5 millions de personnes ont un poste de travail dans ce domaine.

Les entreprises de l'économie sociale et solidaire sont un exemple de la prise de responsabilité sociale et éthique par les entreprises. Une gestion de l'entreprise basée sur l'éthique a un effet vers l'extérieur.

Dans nos projets sont abordées les interrogations suivantes :

- ▶ Quelles sont les raisons de l'exclusion professionnelle ?
- ▶ Est-ce que les nouvelles technologies d'information et de communication sont source de l'exclusion professionnelle parce que tous n'y peuvent pas participer de la même manière ?
- ▶ Quelles chances d'intégration professionnelle offre la formation en ligne?
- ▶ Le bilan de compétences (le bilan des compétences professionnelles, sociales et psychosociales) peut-il être un instrument pour mesurer l'intégration sociale et professionnelle ?
- ▶ Comment peut-on faciliter l'accès à la formation et à l'apprentissage aux personnes handicapées?
- ▶ Quelles nouvelles possibilités sur marché de travail offrent les nouvelles technologies d'information et de communication aux personnes handicapées ?
- ▶ Quel rôle joue l'économie sociale dans les différents États européens ?
- ▶ Peut-elle servir de modèle aussi pour les pays candidats de l'Europe centrale et orientale ?
- ▶ Comment peut-on créer un réseau de projets d'économie sociale européen?

Des documents de la Commission européenne et d'autres institutions

Le site Internet du groupe d'expert « Emploi pour des personnes handicapées » se trouve sous :

<http://www.employment-disability.net>

La Commission européenne a nommé l'année 2010 comme « année européenne pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ». 17 millions d'euro devraient être mis à disposition pour une campagne dans le but de supprimer la pauvreté. Selon un communiqué de presse de la Commission européenne de décembre 2007, 4 points principaux doivent être poursuivis :

- la reconnaissance des droits de ceux qui sont concerné par la pauvreté et la marginalisation sociale à une vie digne et une participation globale dans la société.
- Le renforcement de l'identification de la population avec des stratégies et des mesures de valorisation de l'insertion sociale à travers l'accentuation de la responsabilité, que nous devons tous supporter en combattant la pauvreté et la marginalisation.
- La valorisation d'une cohérence sociale plus forte, de façon à ce que plus personne ne doute, et que toute la société profite de la suppression de la pauvreté.
- Et l'engagement de tous les acteurs, car les vrais progrès ne peuvent aboutir qu'avec l'engagement à long terme à tous les niveaux gouvernementaux.

Vous trouverez le rapport intégral sous l'adresse suivante :

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/07/1905&format=HTML&aged=0&language=DE&guiLanguage=en>

Des organisations européennes importantes de l'Economie sociale

Les membres du Réseau européen de l'économie solidaire et du développement local poursuivent les objectifs suivants: mobiliser les ressources locales, valoriser les compétences de la population, financer du travail utile au niveau social et écologique et renforcer et revitaliser les structures régionales et locales d'échanges économiques. Pour cela, une nouvelle économie solidaire et utile au niveau social et écologique devrait être créée. Vous trouverez les pages Internet du réseau en allemand, anglais et français sous:

http://www.european-network.de/index_f.htm

REAS, un réseau de l'économie solidaire, réunit des organisations ayant différents axes thématiques et régionaux en Espagne. Sur son site Internet soutenu par la Direction générale « Emploi et Affaires sociales », vous trouverez entre autres des documents concernant différents aspects thématiques de l'économie solidaire, des renseignements sur des conférences ainsi que des liens vers des organisations qui ont les mêmes axes de travail. REAS publie avec d'autres le bimensuel « Imagina » qui offre des informations sur l'éthique de l'entreprise, la consommation responsable, des banques alternatives, l'emploi des jeunes, l'économie sociale, le commerce équitable, le recyclage, l'intégration par le travail, des initiatives de chômeurs et l'agrotourisme. D'autres informations sont disponibles sous :

<http://www.reasnet.com>

2.8 Les jeunes travailleurs dans l'Europe

Le chômage des jeunes est toujours à un niveau très élevé dans tous les pays européens. Par conséquent, l'intégration des jeunes gens sur le marché du travail reste une des tâches les plus importantes de la politique sociale de l'avenir.

Lors des séminaires de nos centres membres sont surtout débattues les questions suivantes:

- ▶ Comment peut-on réduire le taux de chômage élevé des jeunes européens ?
- ▶ Quelles politiques d'intégration sur le marché du travail sont adoptées ?
- ▶ Comment peut-on arriver à l'intégration sur le marché du travail après l'échec scolaire ?
- ▶ Comment peut-on créer des postes de travail sûrs et durables pour des jeunes qui sont soumis à des contrats précaires et à durée déterminée ?
- ▶ Quelles possibilités de formation professionnelle et de perfectionnement y a-t-il pour eux ?
- ▶ Quelles perspectives – concernant l'emploi à l'avenir - offrent les programmes d'échange européens ?
- ▶ Comment des salariés jeunes et âgés peuvent-ils profiter mutuellement de leurs connaissances et expériences différentes ?

Des documents de la Commission européenne et d'autres institutions

Les jeunes travailleurs constituent le chaînon le plus vulnérable du marché de travail. Confinés dans des emplois mal payés, précaires, voire dangereux, ils sont victimes d'inégalités, d'insécurité et de marginalisation croissante.

Une brochure de la fédération internationale des syndicats (CSI) décrit en 12 pages les défis auxquels font face les mouvements syndicaux quand ils aident à ouvrir les portes à des millions de jeunes provenant du monde entier à un emploi et à une vie dignes. En outre, elle présente des activités concrètes que de nombreux syndicats organisent à ce propos :

<http://www.icftu.org/www/PDF/LMSDossier8-05JeunesFR.pdf>

Dans un communiqué de la Commission européenne de septembre 2007 sur la « promotion de la pleine participation des jeunes à l'éducation, à l'emploi et à la société », la nécessité a été accentuée pour accroître la qualité des poste de travail pour les jeunes travailleurs et de réduire le chômage des jeunes. Pour cela, la Commission européenne a recommandé diverses stratégies et rapprochements. Le rapport est disponible en allemand, anglais et français aux adresses suivantes :
DE:

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/07/1905&format=HTML&aged=0&language=DE&guiLanguage=en>

EN:

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/07/1905&format=HTML&aged=1&language=EN&guiLanguage=en>

FR:

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/07/1905&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=en>

Le but de PLOTEUS est d'aider les étudiants, les demandeurs d'emploi, les travailleurs, les parents, les conseillers d'orientation et les enseignants à trouver des informations sur les études en Europe.

Dans PLOTEUS, vous trouverez des informations pertinentes sur les possibilités de formation tout au long de la vie en Europe:

- Offres d'études et de formation dans l'Union européenne: liens vers les sites Internet d'universités, d'établissements d'enseignement supérieur, vers des bases de données d'écoles, d'établissements de formation professionnelle, de formation continue pour les adultes.

- Education et formation : description et explication des différents systèmes éducatifs des pays d'Europe

- Les programme d'échanges et les bourses (Erasmus, Leonardo da Vinci, Socratès, Tempus), disponibles en Europa: adresses de contact, informations sur le moyen de postuler pour une bourse, etc.

- Tout ce que vous avez besoin de savoir pour votre séjour dans un autre pays européen: coût de la vie, frais d'inscription, recherche d'un logement, cadre légal et autres informations d'ordre général pour les pays européens.

Pour plus d'information, veuillez consulter le site web suivant disponible dans toutes les langues européennes :

<http://ec.europa.eu/ploteus/portal/home.jsp>

Documents des institutions nationales

Le réseau de l'Europe Centrale et de l'Est (MOEL) « Jeunesse et Emploi » se rassemblait pour la deuxième fois à Berlin. La BBJ centre de consultation pour des organisations de protection de la jeunesse, en même temps organisation constitutive du réseau, attirait son attention sur cette conférence, qui avait lieu les 9 et 10 novembre 2005. Le réseau organise un échange professionnel pour intégrer les jeunes gens dans le monde du travail. Il soutient également des programmes, des projets et des initiatives des membres provenant des pays baltiques, de l'Europe de l'Est et de l'Allemagne. Le réseau s'adresse à des experts, à des acteurs de terrain, à des institutions et à des particuliers qui travaillent dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des jeunes gens.

Les personnes intéressées par le réseau MOEL peuvent prendre contact avec jugend@bbj.de.

Des séminaires et des projets précédents d'EZA et de ses centres membres

Rapport du séminaire « l'intégration des jeunes défavorisés dans le marché du travail de l'UE » de BCA (Bundesarbeitsgemeinschaft Christlich-Soziale Arbeitnehmerbildung) et d'EZAS (Europäisches Zentrum für Arbeitnehmerfragen in Sachsen), qui s'est déroulé du 2 au 4 novembre 2007 à Erlbach, Allemagne. (08-02-07-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=323&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=361](http://www.eza.org/index.php?id=323&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backId]=361)

Rapport du séminaire « l'avenir des jeunes travailleurs (intégration professionnelle) » qui s'est déroulé du 29 au 2 août 2007 à Doorn, Pays-Bas. (08-01-07-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=321&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=361](http://www.eza.org/index.php?id=321&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backId]=361)

Rapport de la première conférence pour la jeunesse d'EZA « les jeunes travailleurs en Europe : 'voilà comment nous voulons travailler' », qui s'est déroulée du 21 au 22 septembre 2007 à Bruxelles, Belgique. (08-04-07-KO)

[http://www.eza.org/index.php?id=312&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=361](http://www.eza.org/index.php?id=312&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backId]=361)

Rapport du séminaire « la formation et le travail en Europe – un défi pour la jeunesse ! » de JOC Europe, qui s'est déroulé du 25 au 30 juillet 2005 à Modrová (Slovaquie). (08-06-05-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=64&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=361](http://www.eza.org/index.php?id=64&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backId]=361)

Des Informations sur les objectifs, les revendications et les manifestations de la JOC Europe sont disponibles sous :

http://www.joceurope.org/component/option,com_frontpage/Itemid,39/lang/

Des rapports intéressants sur les campagnes contre l'emploi précaire et le travail au noir des jeunes gens peuvent être consultés sur les pages Internet de la JOC Internationale :

<http://www.jociycw.net/>

2.9 L'égalité des chances pour les femmes sur le marché du travail, la compatibilité entre la vie de famille et la vie professionnelle

La réalisation de l'égalité des chances pour les femmes a continué à progresser sur le marché du travail dans tous les États membres de l'UE au cours des dernières années, bien qu'il n'y ait peu de concepts politiques garantissant la compatibilité de la famille et la vie professionnelle.

C'est pourquoi, nous nous posons les questions suivantes dans nos séminaires :

- ▶ Quels sont les différences entre hommes et femmes dans les différents pays européens en ce qui concerne l'accès au travail et à un salaire ?
- ▶ Comment peut-on garantir que les femmes aient les mêmes droits sur le marché du travail ?
- ▶ Comment peut-on concilier famille et travail ?
- ▶ Quel rôle jouent les femmes dans les syndicats et les organisations de travailleurs ?

Des documents de la Commission européenne et d'autres institutions européennes

La Direction générale « Emploi, Affaires sociales et égalité des chances » de la Commission européenne a créé une page Internet pour l'égalité des hommes et des femmes:

http://ec.europa.eu/employment_social/gender_equality/index_fr.html

La « feuille de route pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2006-2010 » de la Commission européenne présente six domaines prioritaires concernant les mesures de l'UE. Par exemple, la conciliation de la vie privée et professionnelle ainsi que l'élimination des stéréotypes de genre. La feuille de route se base sur les expériences de la stratégie-cadre pour l'égalité entre les femmes et les hommes pour la période 2001-2005 et c'est une combinaison des nouvelles initiatives et du renforcement des activités existantes.

http://ec.europa.eu/employment_social/gender_equality/gender_mainstreaming/road_map_fr.html

Depuis 2004, la Commission européenne publie un rapport annuel sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'Union européenne. Dans l'EU, les inégalités et les déséquilibres spécifiques aux sexes sont examinés à des niveaux différents. Vous pouvez télécharger le rapport intégral de l'année dernière disponible en allemand, anglais et français sur le site :

http://ec.europa.eu/employment_social/gender_equality/gender_mainstreaming/activity_report_de.html

Les risques encourus par les femmes en matière de sécurité et de santé au travail. L'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail à Bilbao a présenté fin janvier 2004 un nouveau rapport intitulé « Gender issues in safety and health- A review ». Ce rapport qui analyse les différences liées aux spécificités des sexes en matière d'accidents et maladies d'origine professionnelle ainsi que les implications sur la prévention démontre que les risques réels pour la santé des femmes sur les lieux de travail sont sous-estimés et négligés. De plus, il indique que la conception des lieux/postes de travail et l'organisation de travail se basent souvent sur le modèle de l'homme « moyen ».

Le rapport peut être téléchargé en anglais sur la page suivante :

<http://agency.osha.eu.int/publications/reports/209/en/index.htm>

Un communiqué de presse au sujet de la publication du rapport est disponible en allemand, français et anglais sous :

http://ec.europa.eu/employment_social/news/2004/jan/osha_gender_fr.pdf

Parallèlement à la publication du rapport, l'Agence a également lancé une nouvelle page Internet consacrée à la problématique de la dimension de genre dans la sécurité et la santé au travail, offrant des liens qui permettent d'avoir accès à un vaste ensemble d'informations internationales:

http://europe.osha.eu.int/good_practice/person/gender/

L'Observatoire européen des conditions de travail (EWCO) a constaté dans son premier rapport thématique de 2005 que le travail à temps partiel permet un meilleur équilibre entre la vie professionnelle et la vie familiale. Des employés travaillant à temps partiel se plaignent moins souvent des problèmes de santé liés au travail. Cependant, ils ont moins de possibilités de se former et faire carrière, reçoivent des salaires moins élevés et disposent d'un accès réduit au paiement des suppléments de salaire et aux prestations sociales.

Vous trouverez le rapport ainsi que d'autres études à l'adresse suivante :

<http://www.fr.eurofound.eu.int/ewco/index.htm>

Un institut européen pour des questions de mises à niveau a été créé pour soutenir les institutions EU et ses états membres. Celui-ci doit favoriser l'égalité des hommes et des femmes et s'opposer à la discrimination des sexes. L'objet de cet institut est de publier des données de recherches comparatives et fiables tout en informant pour analyser et centraliser des documents au sein d'une bibliothèque.

De plus amples informations sur la réalisation de ces plans sont déposées en ligne en allemand, anglais et en français.

http://ec.europa.eu/employment_social/gender_equality/gender_institute/index_fr.htm

La cinquième édition du rapport annuel de 2008 de la Commission européenne sur l'égalité entre les femmes et les hommes, a intégré pour la première fois les 27 Etats membres de l'Union européenne. Ce rapport montre que la situation de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes a continué de s'améliorer, comme le témoignent l'augmentation du travail des femmes et l'amélioration de leur niveau d'instruction, désormais plus élevé que celui des hommes. Les actions entreprises en 2007, comme notamment les nombreuses manifestations importantes qui ont été

tenues sur ce thème ou bien l'année européenne de l'égalité des chances pour tous, ont permis de se rapprocher un peu plus des objectifs de l'agenda de Lisbonne. Il reste cependant encore de nombreux points à améliorer, comme par exemple la qualité des emplois des femmes.

Le rapport est disponible en allemand, en anglais et en français aux adresses suivantes :

DE:

http://ec.europa.eu/employment_social/gender_equality/docs/com_2008_0010_de.pdf

EN:

http://ec.europa.eu/employment_social/gender_equality/docs/com_2008_0010_en.pdf

FR:

http://ec.europa.eu/employment_social/gender_equality/docs/com_2008_0010_fr.pdf

Documents des institutions nationales

Le bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (EGB) avec son siège à Berne s'occupe sous la devise « Fairplay » des aspects de l'égalité de traitement entre femmes et hommes et dans le monde du travail et dans la vie familiale. Sur le site Internet, vous trouverez non seulement de nombreuses études et des traités théoriques mais aussi des outils concrets d'aide. Le site Internet du bureau fédéral est disponible en allemand, français, anglais et italien sous :

<http://www.equality-office.ch>

Les deux domaines « travail » et « famille » ont des propres pages Internet au nom de Fairplay-at work et Fairplay-at-home. Dans le domaine « Travail » il y a des exemples d'entreprises qui ont réalisé avec succès l'égalité de traitement ainsi que des conseils pour les pères souhaitant travailler à temps partiel. Dans le domaine « Famille », un questionnaire est disponible à l'aide duquel la répartition des tâches à la maison peut être analysée et le cas échéant mieux distribuée. Vous pouvez consulter ces pages en allemand, français et italien sous :

<http://www.fairplay-at-work.ch/sprachauswahl.htm>

<http://www.fairplay-at-home.ch/f/index.htm>

Le questionnaire peut être téléchargé sous :

<http://www.fairplay-at-home.ch/f/set-download.htm>

Sur le site Internet du EBG, vous trouverez de nombreux liens vers des organisations suisses et internationales s'engageant pour l'égalité entre femmes et hommes.

Sur le portail suisse de l'égalité, plus de 400 liens en allemand, anglais, français et italien vers des pages thématiques ou des sites des organisations de l'égalité sont répertoriés. Ce portail est précieux pour des journalistes, des étudiants et des experts dans les administrations, l'économie et le secteur de la formation.

L'adresse est la suivante :

<http://www.equality.ch/f/liens/set-liens.htm>

Des séminaires et des projets précédents d'EZA et de ses centres membres

Rapport du séminaire « vivre et travailler en Europe – pour un modèle social européen » de Katholischen Arbeitnehmer-Bewegung Deutschlands e.V. (KAB Deutschlands), qui s'est déroulé du 18 au 22 avril 2007 à Herzogenrath (Allemagne). (09-02-07-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=258&L=1%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Farm-bn.bravehost.com%2Fid.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=358](http://www.eza.org/index.php?id=258&L=1%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Farm-bn.bravehost.com%2Fid.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backId]=358)

Déclaration finale des participantes et participants du séminaire «vivre et travailler en Europe – pour un modèle social européen » de Katholischen Arbeitnehmer-Bewegung Deutschlands e.V. (KAB Deutschlands), qui s'est déroulé du 18 au 22 avril 2007 à Herzogenrath (Allemagne). (09-02-07-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=259&L=1%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Farm-bn.bravehost.com%2Fid.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=358](http://www.eza.org/index.php?id=259&L=1%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Farm-bn.bravehost.com%2Fid.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backId]=358)

Le 20 juin 2003, EZA a créé une « Plate-forme internationale pour l'égalité des chances (IPEO) » qui a pour but de promouvoir l'échange d'informations entre les centres membres d'EZA et de chercher le contact avec le monde politique.

Des résultats intéressants ont été obtenus du projet « Hommes et pères au travail et dans la famille – Défis dans la pratique, politique et société ». Ils peuvent être consultés sur le site web d'EZA.

Quatre questions ont été posées pour apprécier les différentes dimensions du projet. D'un côté, il s'agit de mesurer quel est le cadre légal dans les pays participants pour les hommes et les pères qui prennent en charge une partie des tâches familiales et ménagères. En outre, les mécanismes culturels et traditionnels qui renforcent ou affaiblissent le rôle de l'homme et père dans la famille, l'organisation de la distribution des tâches ménagères, les accords existants au travail pour encourager les hommes et les pères sont examinés.

Les résultats de ce sondage sont disponibles en italien et en allemand sur le site web suivant :

<http://eza.org/index.php?id=29&L=1>

De plus, il y a d'autres documents à disposition :

- Guide sur l'analyse bibliographique et monographique par pays en allemand, en anglais, en italien et en portugais :

- Analyse bibliographique depuis l'optique roumaine sur le site :

http://eza.org/fileadmin/user_upload/Literaturanlayse-Rumaenien_en.pdf

- Analyse bibliographique depuis l'optique italienne sur le site:

http://eza.org/fileadmin/user_upload/Literaturanlayse-Italien_Ronfani_it.pdf

- Analyse bibliographique depuis l'optique du Tyrol du Sud /Italie sur le site :

http://eza.org/fileadmin/user_upload/Literaturanlayse-Suedtirol-Italien_de.pdf

- Rapport du débat d'experts tenu le 8 et le 9 février 2006 à Milan en allemand, en anglais, en italien et en portugais :

Pour plus de renseignements, veuillez vous adresser à Sabine Möller

moeller@eza.org ou à Francisco Rivas Gómez rivas@eza.org.

L'UE a fait des questions de genre et de la suppression des inégalités liées aux sexes le composant clé de sa politique sociale. Huit organisations se sont unies à

EZA afin de développer des stratégies et des mesures de sensibilisation et d'illustration pour :

- lutter contre les inégalités liées aux structures de travail et des revenus
- rendre compatible la famille et la profession aux travailleurs
- créer une participation équilibrée sur le marché du travail pour les deux sexes.

Le projet a démarré le 01.12.2006 : « développement et mise en marche des stratégies pour créer et pour améliorer la juridiction locale en matière d'égalité entre hommes et femmes ».

ACW (Belgique), AFB (Italie), AZK (Allemagne), Base-FUT (Portugal), CSDR (Roumanie), CST (Espagne), FLC (Italie) et LDF (Lituanie) travaillent ensemble jusqu'au 28.02.2008 lors de la divulgation des informations et de la connexion des acteurs ayant trait aux questions d'égalité à échelle locale ainsi que lors de l'amélioration du travail des organismes locaux s'occupant de ce sujet.

Vous pourrez trouver plus d'informations sur le projet, le rapport final du séminaire, les produits élaborés et les interlocuteurs sous:

<http://eza.org/index.php?id=195>

Archives : anciens rapports

Lors du séminaire intitulé « Le travail et la qualité de vie : le travail et l'activité dans une Europe de demain ! » Du Mouvement des Travailleurs Chrétiens d'Europe (MTCE) en mai 2002 à Seggau près de Graz en Autriche, le modèle de la « triade du travail » qui revendique la même reconnaissance du travail rémunéré, du travail familial et du travail bénévole et une déclaration au concept du travail ont été formulés. Vous pouvez demander le rapport du séminaire ainsi que les documents à EZA :

homey@eza.org

2.10 La Sécurité sociale

La structure de la pyramide des âges change continuellement dans les sociétés européennes. Il y a aujourd'hui toujours plus de personnes âgées face à moins de jeunes et plus de retraités face à moins de personnes se trouvant encore en phase de travail actif. Cela constitue un défi significatif pour les systèmes de sécurité sociale.

Les aspects suivants sont au centre des discussions politiques et seront traités lors des séminaires des centres membres.

- ▶ Comment est-ce que la sécurité sociale, qui dans beaucoup d'États européens est exemplaire, peut être maintenue ?
- ▶ Comment évoluera le vieillissement des sociétés européennes dans l'avenir ?
- ▶ Quelles répercussions a ce phénomène sur le financement de la sécurité sociale, les plans de retraite/pensions, la politique sanitaire/les systèmes sanitaires ?
- ▶ Comment peut-on garantir à long terme la protection sanitaire pour les travailleurs à son niveau actuel pour tous ?
- ▶ Comment peut-on réagir contre le phénomène de la préretraite ?
- ▶ Comment les jeunes peuvent-ils, à la fin de leur formation professionnelle, être plus rapidement intégrés sur le marché du travail ?
- ▶ Quel rôle joue le Dialogue social pour la sécurité sociale des travailleurs ?
- ▶ Quels modèles de travail à temps partiel peuvent être utilisés au lieu du retrait complet et prématuré de la vie professionnelle ?
- ▶ Comment la transférabilité des retraites peut-elle être réglée face à une mobilité croissante ?

Des documents de la Commission européenne et d'autres Institutions européennes

La page du sommaire relative à la protection sociale permet d'accéder sur Internet à tous les documents importants de la DG « Emploi et Affaires sociales » :

http://europa.eu.int/comm/employment_social/soc-prot/index_fr.htm

Dans le cadre du système d'information mutuelle sur la protection sociale dans les Etats membres de l'UE et de l'Espace économique européen (MISSOC). La Direction générale « Emploi et Affaires sociales » actualise deux fois par an ses informations sur l'état actuel de la législation concernant la protection sociale. Le rapport contient des informations sur l'organisation de la protection sociale dans les Etats membres de l'UE et de l'espace économique européen et des tableaux comparatifs sur la protection sociale dans les Etats membres de l'UE et de l'espace

économique européen. Le rapport est disponible en allemand, anglais et français sous:

http://ec.europa.eu/employment_social/missoc/missoc2004_fr.pdf

La question des retraites est un aspect important dans la relation entre les entrepreneurs et les travailleurs. Dans toute l'Europe, les pays cherchent des possibilités qui contribuent à adapter le système de retraites aux changements démographiques. Dans beaucoup de pays, la promotion des retraites professionnelles est devenue une partie des plans de réforme. Les partenaires sociaux jouent un rôle significatif dans les négociations collectives. EIRO (European Industrial Relations Observatory) a réalisé dans 18 pays une étude comparative sur l'évolution des retraites. Cette étude s'intéresse principalement aux retraites professionnelles et aux partenaires sociaux. Elle est accessible en anglais et en français sur le site :

http://www.eiro.eurofound.eu.int/2004/04/study/index_fr.html

Plus de 400 représentants des travailleurs et des entrepreneurs ainsi que des ONG et des autorités se sont rassemblés à Bruxelles le 20 avril 2007 avec la Commission européenne pour débattre du sujet de la flexicurité. Le processus de consultations, qui constituait la préparation de la rédaction d'un communiqué de la Commission européenne sur ce sujet, s'est terminé avec cette conférence. Ce communiqué sera présenté en juin 2007. Le rapport tente d'être une contribution pour le développement des principes communs des pays membres et sera disponible prochainement sur l'adresse ci-dessous. Vous pouvez consulter la documentation détaillée sur le sujet dans les pages suivantes :

http://ec.europa.eu/employment_social/employment_strategy/eestm_fr.htm

Rapport provisionnel de la conférence :

http://ec.europa.eu/employment_social/employment_strategy/pdf/flex_interimexperte_p_en.pdf

La compatibilité de la flexibilité et de la sécurité sociale, qui représente un défi important dans l'Union européenne, constitue ainsi la clé de voûte de cette étude faite en 2007. Celle-ci renseigne sur le comportement changeant de la flexibilité et de la sécurité sociale sur le marché du travail des pays de l'Europe du Sud-est et de l'Est et présente la conception de la flexibilité dans les pays analysés. Elle analyse également la situation du marché du travail dans l'Europe Centrale et de l'Est ainsi que la façon dont le sujet de la flexicurité se matérialise dans ces pays. Pour plus d'information sur cette étude, veuillez consulter le site web suivant disponible en allemand :

http://www.ilo.org/public/german/region/eurpro/bonn/download/fly_flexicurity.pdf

Documents des institutions nationales

L'AARP a publié une édition spéciale du rapport sur Aging concernant la retraite comme une partie de son programme Global Aging. Il s'agit d'une présentation des faits fondamentaux sur les systèmes de retraite dans huit pays européens ainsi qu'en Australie, au Canada, aux États-Unis et au Japon. Le rapport et les études

Rapport du séminaire « l'évolution démographique en Europe et son impact sur le marché du travail » de Fundația Națională CORESI (F.N.CORESI), qui s'est déroulé du 16 au 18 octobre 2005 à Bruxelles, Belgique. (10-02-05-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=56&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backld\]=359](http://www.eza.org/index.php?id=56&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backld]=359)

Archives : anciens rapports

Le séminaire « Le syndicalisme et la protection sociale en Europe et Amérique latine » a eu lieu à Madrid du 3 au 5 décembre 2003. Il a été organisé par notre centre membre espagnol CCFAS-USO. Des représentants venant d'Albanie, Argentine, Belgique, Allemagne, France, Colombie, Paraguay, Pologne, Portugal, Roumanie, Espagne et de la République dominicaine ont discuté pendant trois jours avec des représentants des Institutions politiques européennes et avec des scientifiques sur l'état des systèmes de protection sociale en Europe et leur caractère exemplaire éventuel pour l'Amérique latine. Un résumé détaillé des exposés du séminaire est disponible en espagnol sous :

homey@eza.org

L'*Arbeiter-, Freizeit- und Bildungsverein (AFB)* a organisé à Brixen du 12 au 14 septembre 2003 un séminaire ayant pour titre « Sécurité sociale – Défense d'un standard social européen ». Des participants venant d'Italie, d'Autriche, d'Allemagne, du Luxembourg, de Belgique, des Pays-Bas et d'Espagne ont débattu pendant trois jours de la question de savoir comment garantir un bon standard dans la sécurité sociale face à la modeste croissance économique, le taux de chômage élevé et le changement démographique. Le rapport du séminaire, dont la lecture est très recommandable, contient aussi un catalogue politique, et, est disponible en allemand, en anglais et en italien sur la *Europaseite* du AFB:

<http://www.afb-efs.it/deu/Europaseite/Berichte%202003%20engl.htm>

Lors du séminaire « Moins de travail – moins de sécurité sociale » du Europäischen Zentrum für Arbeitnehmerfragen Bayern (EZAB) ayant eu lieu en avril 2003 à Erlbach/Allemagne, la question suivante a été discutée : Comment financer les systèmes de protection sociale face au vieillissement des sociétés européennes ?

L'avenir de la sécurité sociale dans l'UE a été le point central du séminaire « Une nouvelle sécurité sociale » du Centro Social de Trabajadores (C.S.T.) à Alicante/Espagne en avril 2003.

Vous pouvez obtenir des documents et du matériel de ces deux séminaires chez :

homey@eza.org

2.11 La qualification et la formation de travail

Les questions de formation, d'apprentissage et de formation continue seront aussi d'une importance particulière dans le programme de formation « Dialogue social européen » dans les années à venir.

L'objectif de l'agenda pour la politique sociale de la Commission européenne est de «faire de l'Europe l'espace économique le plus compétitif et dynamique du monde, basé sur la connaissance et capable d'atteindre une croissance économique durable avec de plus nombreux et meilleurs postes de travail et une plus grande cohésion sociale». Pour la création d'une société de la connaissance, il est nécessaire de réduire le manque de qualification sur le marché du travail grâce à, entre autres, la formation tout au long de la vie, l'apprentissage par voie électronique et la formation scientifique et technologique.

Avec ses programmes destinés à encourager la formation tout au long de la vie, la formation professionnelle et le perfectionnement et l'application des nouvelles technologies de l'information et de la communication à la formation, la Commission européenne veut créer les conditions requises pour une société basée sur la connaissance en Europe.

Dans nos projets sont abordées les interrogations suivantes :

- ▶ Quelles possibilités offrent l'apprentissage de nouveaux moyens d'information et de communication et la formation tout au long de la vie pour accéder à un poste de travail qualitativement bon ?
- ▶ Comment peut-on permettre la formation en ligne à tous les travailleurs des 27 Etats membres de l'UE ?
- ▶ Comment peut-on éviter la formation d' « un fossé numérique digital » entre les personnes, qui ont un accès à internet et aux médias électroniques et celles qui n'en n'ont pas, et donc les inconvénients à l'accès à l'emploi ?
- ▶ Comment la formation peut-elle transmettre la compétence interculturelle et ainsi contribuer à la cohésion sociale dans une Europe élargie ?

Des documents de la Commission européenne et d'autres Institutions européennes

La Commission a adopté en 2005 une proposition de recommandation du Parlement et du Conseil européens sur les compétences clés pour la formation tout au long de la vie. La proposition expose quelles sont les aptitudes, connaissances et attitudes jugées essentielles, que tout Européen devrait avoir pour réussir dans une société et une économie fondées sur la connaissance. Huit compétences clés ont été décrites.

Pour la première fois, EZA a réalisé un projet dans le cadre du programme Grundtvig 1 de la Commission européenne. EZA et les sept organisations acceptés qui viennent de la Belgique, de l'Allemagne, du Portugal, de la Slovénie et de la Roumanie, ont développé un cursus de formation. Le projet est soutenu par la Direction Générale « Education et Culture ». Le cursus de formation a pour but de promouvoir la conscience européenne auprès d'une population défavorisée sur le plan de la formation. Il est basé sur les principes du pédagogue brésilien Paulo Freire. Ainsi une possibilité de formation sera offerte aux experts de la formations d'adulte afin d'intégrer de manière durable et globale la dimension européenne dans des mesures de formation visant des personnes ayant des chances de formation limitées.

Veillez contacter Artur Kalnins pour de plus amples renseignements :
kalnins@eza.org.

D'autres informations sont disponibles sur le site Internet de EZA :
<http://eza.org/index.php?id=19&L=1>

« Apprendre de Paulo Freire – conscience européenne via la participation » est le titre du cours qu'EZA va organiser dans le cadre du « Projet Freire ». Le projet est soutenu par le programme Sokrates-Grundtvig. Qu'est-ce qu'on peut apprendre en Europe de la pédagogie et de la philosophie du brésilien FREIRE ? Telle est la question qui sera abordée comme fil conducteur pendant la semaine de formation. Des nombreuses méthodes proposant et permettant un apprentissage participatif de manière créative seront présentées et testées à travers des sujets divers. Le programme Sokrates-Grundtvig 3 encourage la participation dans le cours. Pour plus de renseignements, veuillez consulter :
<http://www.eza.org/uploads/media/Einladung-Freire-Kurs.pdf>
Ou adressez-vous à Roswitha Gottbehüt chez EZA.

Archives : anciens rapports

Depuis sept ans, l'Arbeitnehmer-Zentrum Königswinter (AZK) a organisé les séminaires EZA-NET. Au dernier séminaire en janvier 2003, l'exposé intitulé « La politique, l'économie et l'éthique dans la société de l'information, l'importance sociale et l'évaluation des nouvelles technologies d'information » et des exercices pratiques pour produire des pages Internet, ont été au centre. Le rapport du séminaire peut être demandé à :
homey@eza.org

Du 23 au 25 mai 2003 a eu lieu à Sibiu en Roumanie le séminaire ayant pour titre: «La formation tout au long de la vie et la mobilité sur le marché du travail: Comment procurer aux travailleurs et salariés un meilleur accès aux nouvelles technologies d'information ?» IFES l'a réalisé en collaboration avec CSDR. Un résumé des résultats peut être obtenu auprès d'EZA :
homey@eza.org

2.12 Migration et Mobilité des travailleurs

Un autre sujet important sera, comme c'était déjà le cas lors des années précédentes, la migration et la mobilité.

Les projets sont axés sur les interrogations suivantes :

- ▶ Comment évolue la migration des travailleurs au sein de l'UE élargie, de même qu'à l'extérieur ?
- ▶ Comment se présente-t-elle aux nouvelles frontières extérieures de l'UE ?
- ▶ Quelle est la situation dans la région méditerranéenne ?
- ▶ Quelles répercussions la migration a-t-elle sur le marché du travail et sur les systèmes des pensions de retraite ?
- ▶ Quelles mesures politiques sont prises pour vaincre les obstacles juridiques et d'ordre pratique dans le cas d'embauche dans un autre État membre ?

Des documents de la Commission européenne et d'autres institutions européennes et internationales

La Communication de la Commission européenne sur l'immigration, l'intégration et l'emploi de 2003 met en relief la nécessité d'une immigration afin de répondre aux besoins du marché du travail et à l'évolution démographique en Europe. Elle met également en évidence la grande importance d'une politique globale d'intégration qui doit inclure les éléments clés suivants:

L'accès au marché du travail, la reconnaissance des diplômes, l'apprentissage de la langue, l'accès à un logement convenable, l'accès aux services sociaux et de santé, une participation active à la vie sociale et culturelle et l'obtention de la nationalité du pays d'accueil.

La Communication peut être obtenue en vous connectant sur:

http://europa.eu.int/eur-lex/fr/com/cnc/2003/com2003_0336fr01.pdf

La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail vient de publier une étude intitulée « Migration trends in an enlarged Europe » (Les évolutions de la migration dans une Europe élargie). En se basant sur les données rassemblées par les sondages de l'Euro-Baromètre en 2002 dans les 13 pays candidats à l'adhésion, l'étude démontre les effets de l'élargissement suite à sa réalisation concernant la migration. De plus, les évolutions de la migration dans les États membres actuels sont analysées. L'étude prévoit une augmentation de la migration de 1% et décrit le profil et les mobiles des migrants. La Pologne et la Turquie sont désignées, en particulier, comme des pays ayant un nombre important de migrants probables. Vous trouverez l'étude en anglais sous :

<http://www.eurofound.europa.eu/pubdocs/2003/109/en/1/ef03109en.pdf>

Un résumé de sept pages est également disponible sous :

<http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef03109.htm>

Les pages Internet de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) contiennent un certain nombre de différentes publications au sujet de la migration. Vous trouverez des articles en français, anglais et espagnol sous :

<http://www.ilo.org/public/english/protection/migrant/publ/imp-list.htm>

Le nombre des saisonniers (4,5 Millions) dépasse le nombre des employés à temps plein dans l'agriculture en Europe. Une grande partie de ces saisonniers vient de pays hors de l'Union européenne. La situation de ces travailleurs est assez précaire : de maigres salaires, des conditions d'hygiène et de sécurité sont caractéristiques pour leur situation. La Confédération des syndicats libres (CISL) a publié, en 2003, un dossier intitulé « Migrants dans l'agriculture européenne : les saisons de l'exploitation » présentant et analysant les problèmes tels que le contrat de travail verbal ou le salaire à la journée ou à la tâche. Il présente en outre des exemples de l'Espagne, de la Finlande, de l'Allemagne et de la France. Le dossier est disponible en français, anglais et espagnol sous :

http://www.icftu.org/www/pdf/briefing_migrantsF.pdf

La 92^{ème} conférence internationale du travail organisée par le Bureau International du Travail s'est tenue du premier au 17 juin 2004 à Genève. De nombreux syndicalistes, patrons et représentants de gouvernements y ont pris part afin de discuter notamment du thème des travailleurs migrants. A ce sujet, une commission du BIT a présenté un long rapport intitulé « Une approche équitable pour les travailleurs migrants dans une économie mondialisée ». Ce rapport peut être consulté en allemand, anglais, français, espagnol et russe à l'adresse suivante :

<http://www.ilo.org/public/french/standards/relm/ilc/ilc92/pdf/rep-vi.pdf>

Vous trouverez de plus amples informations sur les 92^{ème} à 96^{ème} conférences internationales du travail à l'adresse suivante :

<http://www.ilo.org/public/french/standards/relm/ilc/index.htm>

Le CISL (Confédération Internationale de Syndicats Libres) a publié début juin 2004 un dossier intitulé : « Des migrant(e)s sans papiers : des victimes sans voix ». Ce document montre des exemples de l'engagement mondial des syndicats en faveur des migrants sans papiers. On parle entre autres du syndicat KCTU de la Corée du Sud qui lutte contre l'augmentation des relégations et contre la nouvelle législation favorisant l'exploitation des immigrants. On décrit dans un autre exemple la situation des immigrants sans papiers en Andalousie. Ceux-ci y habitent dans des conditions de vie inhumaines dans des baraques en bois et en plastique sans électricité ni eau et ils sont exploités pour un salaire journalier d'environ 2 €/ heure dans des plantations de légumes et de fruits. Le dossier peut être téléchargé en anglais, en français et en espagnol au site web :

<http://www.icftu.org/www/pdf/UndocmigrantF.pdf>

L'Association Européenne pour les Travailleurs Émigrants a été fondée par l'initiative de la société allemande IG BAU.

Cette association est une organisation de travailleurs pour des émigrants. Elle renseigne et conseille les salariés qui travaillent en dehors de leur pays d'origine.

L'Association Européenne des Travailleurs Émigrants organise et s'occupe

d'envoyer les travailleurs émigrants à un poste de travail. Son but est d'obtenir les droits tarifaires et légaux.

Les informations du site web sont disponibles en DE, en EN et en PL.

<http://www.emwu.org>

Le domaine « Migration & qualification » de la DGB Bildungswerk a rassemblé sur le site web www.migration-online.de de nombreuses informations, des faits, ainsi que des données considérables au tour du sujet de la migration et du monde du travail. Le site web est divisé en quatre sujets clés : migration, intégration, asile et fuite ainsi que discrimination. Le programme de formation complet se trouve en allemand sur le site [http://www.migration-](http://www.migration-online.de/data/programm_stand_21.11.05_endgltig.pdf?pid=6)

[online.de/data/programm_stand_21.11.05_endgltig.pdf?pid=6](http://www.migration-online.de/data/programm_stand_21.11.05_endgltig.pdf?pid=6)

Il y a également un bulletin électronique, des brochures d'information et une série de documents à propos du sujet « migration & monde du travail » qu'il est possible de télécharger sur ce site http://www.migration-online.de/cms/index_cGkPTEEx.html ou de commander gratuitement.

Le centre membre espagnol Unión Sindical Obrera (USO) a aussi comme sujet principal de son travail le domaine de la migration. Il a publié en décembre 2006 la deuxième édition de son "Revista Inmigración" disponible en espagnol sur le site :

http://www.uso.es/AreaSocial/Inmigracion/pdf/RevistaInmigracion_Completa.pdf

La Commission Européenne a adopté, le 21 septembre 2006, un nouveau programme de travail AENEAS. Il s'agit d'un programme visant à promouvoir l'échange et la collaboration sur les questions d'émigration et d'asile politique avec les pays limitrophes de l'UE. Parmi les priorités de ce programme se trouvent le soutien au développement des formes licites de migration, la promotion de mesures préalables au départ facilitant l'intégration sur le marché légal du travail de l'UE ainsi que la lutte contre les migrations clandestines grâce, d'une part, à un renforcement de la coopération et des mesures au niveau de la gestion des frontières et, d'autre part, à une sensibilisation accrue aux risques liés aux migrations clandestines.

Vous trouverez plus des détails concernant le programme AENEAS :

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/06/1218&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en>

Le portail européen sur la mobilité et la campagne d'information sur la mobilité 2003 –2004 de la Commission européenne a été lancé officiellement le 19 septembre par la commissaire Anna Diamantopoulou. Le nouveau portail s'articule autour du réseau et du site web EURES. Son objectif consiste à fournir un moyen d'accéder aux informations nécessaires aux personnes désireuses de s'établir à l'étranger pour y travailler ou pour y poursuivre des études. En plus des informations sur des offres d'emplois provenant de tous les pays de l'EEE et de la possibilité offerte aux demandeurs d'emploi de publier leur CV en ligne, le portail proposera des renseignements sur les conditions de vie et de travail, sur les tendances du marché du travail ainsi que sur les possibilités de formation.

<http://europa.eu.int/eures/home.jsp?lang=fr>

Le nouveau Europass rend plus facile pour les citoyens de l'Union européenne le fait d'étudier et de travailler dans d'autres pays membres. Cette initiative tente de mieux faire comprendre les qualifications et les compétences dans toute l'Europe. Le CV

Europass, le passeport des langues Europass, l'Europass Mobilité ainsi que le supplément au diplôme Europass aident à surmonter les difficultés que rencontre la mobilité en Europe faute de transparence des qualifications professionnelles. Vous pouvez télécharger des renseignements et des documents sur un des sites web créés par la Commission européenne :

http://europass.cedefop.eu.int/europass/preview.action?locale_id=3

La Commission Européenne a déclaré l'année 2006 « l'année européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail » dans son service de renseignements « european industrial relations observatory on-line ». Par cette action, elle entend prendre conscience et faire comprendre l'utilité d'exercer une activité à l'étranger dans un nouvel emploi. La mobilité et les travailleurs sont associés pour la première fois dans une année européenne. Un montant total de 4,3 à 6 millions d'euros est mis à disposition cette année pour les projets respectifs de prise de conscience. « L'année européenne de la mobilité des Travailleurs » a commencé en février 2006.

<http://www.eiro.eurofound.eu.int/2005/08/inbrief/eu0508202n.html>

La Commission européenne a créé un site web à propos de l'Année Européenne de la Mobilité en 2006 sur lequel les visiteurs pourront trouver, aussi bien, des informations concernant les activités et les événements, que les chiffres et les données sur le sujet de la mobilité.

Le site web est disponible en anglais, en français et en allemand sous :

http://europa.eu.int/comm/employment_social/workersmobility2006/index_de.htm

L'inauguration officielle de l'Année Européenne de la Mobilité des Travailleurs a eu lieu le 20 février 2006 à l'occasion d'une conférence à propos du sujet « La mobilité des travailleurs: un droit, un choix, une opportunité ». Cette conférence a permis de transmettre la connaissance sur les possibilités de soutien de l'UE. Un site web a même été créé pour réaliser des recherches d'offres d'emploi grâce auquel on peut accéder déjà à presque un million d'annonces de postes vacants dans 28 pays européens.

<http://europa.eu.int/eures/home.jsp?lang=fr&langChanged=true>

Il y a également un site web pour chaque événement prévu.

http://ec.europa.eu/employment_social/workersmobility_2006/index.cfm?language=en

Pour plus de la moitié des Européens (53% des participants), la « liberté de voyager et de travailler partout dans l'UE » est un des acquis le plus importants de l'Union. C'est la conclusion qu'a tiré une enquête faite en 2006 de l'Eurobaromètre concernant la mobilité. Malgré ces résultats, le pourcentage des citoyens habitant dans un pays membre différent à celui de leurs pays d'origine est toujours faible. La mobilité est perçue de façon différente dans chaque pays membre de l'UE. Par exemple au Danemark et en Suède, où la mobilité des travailleurs est plus importante, les participants de cette enquête sont convaincus que la mobilité est positive. En revanche, plus de deux tiers de la population de la Belgique, de l'Allemagne, de l'Estonie et de la Grèce sont plutôt sceptiques en ce qui concerne la mobilité.

Le rapport complet se trouve sur le site web suivant :

http://ec.europa.eu/employment_social/workersmobility_2006/uploaded_files/documents/FIRST%20RESULTS_Web%20version_06.02.06.pdf

Sur la base des données de l'Eurobaromètre, une enquête de 2007 de Laura Coppin et de Tom Vandenbrande, deux membres de l'organisation HIVA, a analysé combien de temps les travailleurs conservent le même emploi, combien de temps les carrières professionnelles des travailleurs durent dans l'Union européenne et à quel moment les travailleurs doivent s'attendre à un changement d'emploi. La Commission européenne traite également de ce thème, puisqu'elle a déjà présenté une proposition de directive dans le domaine de la mobilité des travailleurs et de la préservation des droits à la pension complémentaire.

Le rapport intitulé « The mobility of 25 EU Member States » (mobilité de 25 Etats membres de l'Union européenne) est disponible en anglais à l'adresse suivante : EN :

http://ec.europa.eu/employment_social/spsi/docs/social_protection/2007/ec_portability_pension_rights_eb_mobility_en.pdf

Documents des Institutions et organisations nationales

Les pages Internet de l'Osnabrücker Instituts für Migrationsforschung offrent de nombreuses suggestions sur le sujet. Elles donnent une vue globale sur des conférences, des publications et des projets de recherche ainsi que des liens vers tous les instituts et institutions importants partout dans le monde :

<http://www.imis.uni-osnabrueck.de/english/index.htm>

Des séminaires et des projets précédents d'EZA et de ses centres membres

Rapport du séminaire « mobilité et migration des travailleurs – les répercussions de la migration sur le marché du travail et sur les régimes de pensions » de l'AFB (Arbeiter-, Freizeit- und Bildungsverein), qui s'est déroulé du 15 au 17 juin 2007 à Bressanone, Italie. (12-01-07-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=287&L=1%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Farm-bn.bravehost.com%2Fid.txt%3F&tx_jpageteaser_pi1\[backId\]=357](http://www.eza.org/index.php?id=287&L=1%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Farm-bn.bravehost.com%2Fid.txt%3F&tx_jpageteaser_pi1[backId]=357)

Rapport du séminaire « l'intégration des minorités dans l'UE » de Arbeiter-, Freizeit- und Bildungsvereins (AFB), qui s'est déroulé du 23 au 25 septembre 2005 à Celje (Slovénie). (12-02-05-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=61&L=1%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Farm-bn.bravehost.com%2Fid.txt%3F&tx_jpageteaser_pi1\[backId\]=357](http://www.eza.org/index.php?id=61&L=1%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Farm-bn.bravehost.com%2Fid.txt%3F&tx_jpageteaser_pi1[backId]=357)

La Plate-forme Internationale pour la Coopération et la Migration (IPCM) a été fondée le 3 avril 2004 par quelques centres membres et partenaires d'EZA dans le cadre du séminaire d'EFAL intitulé « L'Union européenne et l'espace méditerranéen ». Ont signé la « Déclaration de Palerme » : EZA, le Weltnotwerk der Katholischen Arbeitnehmerbewegung (KAB), la Fundación Humanismo y Democracia (FHD) d'Espagne, le Movimento Cristiano Lavoratori (MCL) d'Italie, l'Ente Nazionale per la Formazione e l'Addestramento dei Lavoratori (EFAL) d'Italie, le Comitato Europeo per la Formazione e l'Agricoltura (CEFA) d'Italie, CEFA du Maroc,

la Corporación Latinoamericana Europea de Desarrollo Social (LAUDES) du Chili, la Base-Frente Unitária de Trabalhadores (BASE-F.U.T.) du Portugal, le Bashkimi i Sindikatave të Pavarura të Shqipërisë (BSPSH) d'Albanie, le Continental Art Centre (CAC) des Pays-Bas, le Centro Social de Trabajadores (CST) d'Espagne, la Federazione Nazionale per lo Sviluppo dell'Agricoltura (FEDER.AGRI.) d'Italie, la Fondazione Luigi Clerici (FLC) d'Italie, le Katholisch-Soziales Institut (KSI) d'Allemagne, le Institutul de Formare Economică și Socială (IFES) de Roumanie, le Slotemaker de Bruïne-Instituut (SBI) des Pays-Bas et l'Unión de Centros de Estudios del Mediterráneo (UCEM) d'Espagne.

Les objectifs de la Plate-forme sont : coordonner les projets et les activités des organisations dans le domaine du développement et de la migration, analyser les possibilités de soumettre des projets financés par des lignes budgétaires nationales et européennes et promouvoir et approfondir les relations avec des organisations salariales en Afrique du Nord, aux Balkans et en Amérique du Sud.

Des centres membres d'EZA appartenant au réseau fondé en 2001 Unión de Centros de Estudios del Mediterráneo (UCEM) traitent également ces sujets dans leurs séminaires. L'objectif d'UCEM est de créer des synergies pour les centres adhérents dans les domaines de la formation, des études, de la recherche et de la promotion des valeurs sociales chrétiennes.

Archives : anciens rapports

Au sein du réseau d'EZA, la Fundación Humanismo y Democracia, à Madrid, réalise depuis quelques années des séminaires traitant de la migration aux frontières extérieures de l'Union européenne :

« La charte des droits fondamentaux et le modèle social européen » en mars 2001 à Ceuta,

« Le travail transfrontalier aux frontières extérieures de l'Union européenne » en novembre 2002 à Melilla.

« Le travail de l'immigrant comme contribution nette au modèle social européen » en novembre 2003 à Ténériffe.

Les rapports de séminaires peuvent être commandés chez :

homey@eza.org

L'adresse du site Internet de la fondation est :

<http://www.humanismoydemocracia.org>

Au début de l'année 2002, la direction fédérale de notre centre membre KAB a adopté un document intitulé «Des thèses concernant l'immigration» qui a été élaboré lors d'une conférence l'an dernier avec la participation des organisations de migrants en Allemagne (entre autres A.C.L.I. ou H.O.A.C.). Dans ces thèses, le KAB met en relief la nécessité d'une immigration pour des raisons humanitaires, démographiques et relatives au marché du travail. Dans cette perspective, la création d'un climat d'une naturalisation plus généreuse est revendiquée.

Le livret allemand peut être commandé auprès du KAB sous:

info@ketteler-verlag.de

2.13 Ethique dans l'entreprise et pendant le travail

Il y a dans les projets des interrogations importantes à ce sujet :

- ▶ Comment les entreprises peuvent améliorer la qualité de vie de leurs employés ?
- ▶ Quels sont les bons exemples pour l'application des normes sociales et éthiques au niveau de la direction d'entreprise en Europe ?
- ▶ Peut-on mettre en place des standards obligatoires pour la direction d'entreprise basée sur le social et l'éthique ?

Des documents de la Commission européenne et d'autres organisations internationales

Fin 2001, un livre vert sur les « Conditions cadre pour la responsabilité sociale des entreprises » a été publié :

http://ec.europa.eu/employment_social/soc-dial/csr/greenpaper_fr.pdf

Sur le site Internet suivant, vous trouverez le papier stratégique de la Commission européenne intitulé « La responsabilité sociale des entreprises : une nouvelle stratégie de la Commission pour la promotion du développement durable » :

http://ec.europa.eu/employment_social/soc-dial/csr/csr2002_fr.pdf

D'autres informations peuvent être obtenues sous l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/employment_social/news/2002/jul/131_fr.html

Le forum plurilatéral sur la responsabilité sociale des entreprises (CSR EMS Forum), présidé par la Commission européenne, est composé d'une vingtaine d'organisations représentant, au niveau européen, les employeurs, les réseaux d'entreprises, les salariés et la société civile pour promouvoir l'innovation, la convergence et la transparence des pratiques et instruments de RSE :

http://ec.europa.eu/employment_social/news/2002/oct/173_de.html

Une étude réalisée par la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail parle des conséquences de la restructuration des entreprises et de la passation des commandes pour l'économie locale. Elle comprend un nombre d'exemples de la responsabilité des entreprises que la Fondation ne considère pas comme processus mais comme partie intégrante du modèle d'entreprise. L'étude peut être consultée dans l'Internet :

<http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef0317.htm>

Des séminaires et des projets précédents d'EZA et de ses centres membres

Rapport du séminaire « responsabilité sociale des entreprises en Europe et en Roumanie » de CSDR qui s'est déroulé du 12 au 15 avril 2007 à Bucarest, Roumanie. (13-01-07-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=285&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backld\]=360](http://www.eza.org/index.php?id=285&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backld]=360)

Le document d'EZA de Jacques Defourny, Directeur du Centre de l'Economie sociale de l'université de Liège, et de Patrick Develtere intitulé « Eléments pour une clarification du débat sur l'économie sociale » donne un bref aperçu historique et une définition de base de l'économie sociale. Il s'agit d'une bonne introduction au sujet. Il peut être commandé chez :

homey@eza.org

Le centre membre d'EZA Europees Forum à Bruges/Belgique s'est spécialisé dans l'Economie sociale. Depuis la mise en place d'un projet de recyclage au début des années 90, il organise d'une façon continue des séminaires sur cette thématique dans le cadre du programme de formation d'EZA et poursuit une approche partant de la pratique.

Tous les rapports et documents peuvent être commandés chez :

homey@eza.org

Le Hoger Instituut voor de Arbeid (HIVA), Louvain, Belgique, a publié en mars 2003 une étude en anglais sous le titre « Workers' organisations and sustainable development ». Elle est disponible à l'aide du moteur de recherche du site Internet de HIVA :

<http://www.hiva.be/publicaties.php?language=en>

L'étude peut être commandée chez :

homey@eza.org

Archives : anciens rapports

L'Oswald-von-Nell-Breuning Haus et l'Institut de Formation Sociale ont fait le lien entre les approches d'études théoriques et leur application pratique dans les différents pays de l'Europe lors du séminaire « Economie sociale en Europe » en novembre 2001.

En octobre 2003 un séminaire du centre membre d'EZA, Slotemaker de Bruïne-Instituut (SBI), a eu lieu, à Doorn/Pays-Bas, sur « L'éthique en entreprise ».

Les pages Internet de SBI sont :

<http://www.sbi.nl>

Veillez commander le rapport de séminaire auprès de :

homey@eza.org

2.14 Démographie

Les questions importantes concernant des projets traitant ce sujet sont :

- ▶ Comment se passe l'évolution démographique dans l'Union européenne élargie ?
- ▶ Comment peut-on financer les systèmes de la protection sociale compte tenu de l'évolution démographique actuelle ? Quel est l'impact du vieillissement des sociétés européennes d'un côté et de la réduction du travail rémunéré et déclaré de l'autre ?
- ▶ Comment peut-on aménager une transition flexible entre le travail et la retraite et comment peut-on ainsi augmenter l'âge de la fin de l'activité ? Quels sont les modèles du temps de travail flexible et des conditions du travail susceptibles de promouvoir ce processus ?
- ▶ Quelles sont les influences positives de l'immigration des travailleurs sur la structure de la pyramide des âges dans les sociétés européennes ?
- ▶ Comment l'émigration des jeunes salariés venant de l'Europe centrale et orientale change-t-elle la démographie des nouveaux Etats membres ? Quelles sont ses conséquences sur le développement sociétal ?
- ▶ Quels sont les résultats des recherches démographiques actuelles en ce qui concerne le développement de la famille ? Quel est l'impact de la situation changée sur la compatibilité entre la vie familiale et la vie professionnelle ?
- ▶ Quelles sont les exigences pour l'apprentissage tout au long de la vie suite à l'évolution démographique ?

Des documents de la Commission européenne et d'autres organisations internationales

L'éditorial de la 11ème édition de l' « Agenda social » portant le titre « A Europe for all ages » traite du Livre vert publié par la Commission européenne à propos des changements démographiques. Le Livre vert, qui demande une nouvelle solidarité entre les générations, peut être téléchargé séparément sur le site web suivant : http://ec.europa.eu/employment_social/publications/2005/keaf04011_de.pdf

L'Agenda social pour la période 2005-2010 est également le sujet d'une édition du magazine « l'agenda social ». La politique sociale européenne, centrée sur l'emploi et sur l'égalité, doit se moderniser, notamment en ce qui concerne le processus de vieillissement, la multiplicité et la mondialisation.

Le magazine « Agenda social » peut être commandé sur le site web suivant : http://ec.europa.eu/employment_social/sagapLink/dspSubscribe.do?lang=fr

La démographie prend une importance croissante à mesure que le ralentissement de la croissance de la population et le vieillissement transforment la pyramide des âges

à un rythme accéléré. La Stratégie de Lisbonne lancée en mars 2000, a accordé une attention particulière au défi que pose la démographie en établissant une approche stratégique européenne à moyen terme pour la croissance économique et la cohésion sociale.

http://ec.europa.eu/employment_social/social_situation/socsit_de.htm

La transformation démographique implique de nouveaux défis pour l'Europe. Un rapport préparé conjointement par la Commission européenne et par le comité de politique économique de l'année 2006 contient de nouvelles projections détaillées des coûts économiques et budgétaires pour tous les États membres jusqu'en 2050. Ainsi, l'Europe ne disposera plus que de seulement deux personnes en âge de travailler, au lieu de quatre, pour chaque personne âgée. Les finances publiques seront soumises à une pression sévère en raison de l'augmentation des dépenses consacrées à la retraite, à la santé et aux soins de longue durée. Vous trouverez plus de renseignements à propos des résultats du rapport et des images de la pyramide d'âge en allemand, en anglais et en français sur le site web suivant : <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/06/150&format=HTML&aged=0&language=FR&quiLanguage=en>

Une communication de la Commission européenne de 2006 concernant « l'avenir démographique de l'Europe, transformer un défi en opportunité » a constaté que le vieillissement de la population européenne constitue un défi pour la société qu'on doit considérer. La Commission européenne affirme que, pour que les pays membres puissent faire face à ces problèmes, il faut encourager le renouvellement démographique, la création d'emplois, l'allongement de la vie professionnelle, l'accroissement de la productivité, l'intégration des immigrés et la viabilité des finances publiques.

Vous trouverez plus d'informations concernant la communication ainsi que le programme démographique de la Commission européenne sous :

http://ec.europa.eu/employment_social/emplweb/news/news_fr.cfm?id=183

La Commission européenne a publié, en 2006, un rapport portant le titre « vieillissement et emploi; détermination des bonnes pratiques pour l'amélioration des opportunités d'emploi et allongement de la vie professionnelle des travailleurs plus âgés ». Ce rapport aborde le sujet de l'amélioration des relations de travail des travailleurs plus âgés. Entre autres, des exemples de bonnes pratiques sont analysés et des mesures possibles sont présentées et recommandées. Vous pouvez lire le rapport complet sous :

http://ec.europa.eu/employment_social/news/2006/sept/ageingreport_en.pdf

Documents des institutions nationales

L'institut de démographie appliquée de Berlin-Brandenburg (IFAD) est un institut de recherche d'utilité publique à but lucratif qui garantit les règles pour une bonne pratique scientifique de la DFG (Deutsche Forschungsgemeinschaft, La communauté scientifique allemande). L'institut concentre son travail dans les domaines de recherche suivants: recherche sur les évolutions démographiques en Allemagne, tendances de l'évolution du marché du travail au niveau régional, analyse de la

situation de certains groupes sociaux, recherche complexe sur des classes sociales précises.

De plus amples informations sont disponibles en allemand, anglais, espagnol et français :

<http://www.b.shuttle.de/ifad/ifad-frame.htm>

Des séminaires et des projets précédents d'EZA et de ses centres membres

Rapport du séminaire « les changements démographiques et l'emploi pour les jeunes travailleurs et pour les personnes âgées de plus de 55 ans » du Centro Internacional de Formação dos Trabalhadores da Indústria e Energia (CIFOTIE), qui s'est déroulé du 13 au 15 avril 2007 à Porto (Portugal). (14-01-07-SE)

[http://www.eza.org/index.php?id=260&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1\[backId\]=361](http://www.eza.org/index.php?id=260&L=2%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fwww.shinka-fansub.com.br%2Fowners%2Fcmds%2Fcmdscan.txt%3F&tx_jppageteaser_pi1[backId]=361)

L'intégration des travailleurs jeunes et plus âgés sur le marché du travail par les modèles flexibles du temps de travail, était au centre des projets de recherche d'EZA en 2006.

Après une représentation de la situation dans les différents pays européens, sur l'aspect des transformations démographiques, les exemples de « Best-Practice » et les rapports de l'Allemagne, de l'Estonie, de La Finlande, de la Croatie et du Portugal seront présentés et évalués dans un volume. L'issue de cette publication est parue en librairie aux éditions Shaker sous le titre anglais : «The integration of young and old on the labour market through flexible working time models».

<http://eza.org/index.php?id=18&L=1%2Findex.php%3Fid%3Dhttp%3A%2F%2Fusuarios.arnet.com.ar%2Flarry123%2Fsafe.txt%3F>

3 Informations supplémentaires

Dans notre bulletin électronique publié en allemand, anglais, français et espagnol toutes les quatre semaines et sur notre site Internet, nous présentons régulièrement les évolutions récentes et de nouveaux documents concernant les sujets mentionnés ci-dessus.

Königswinter, le 30 avril 2003

Dernière révision: le 18 juin 2008

Dernière actualisation: le 18 juin 2008

Matthias Homey
Assistant de recherche d'EZA